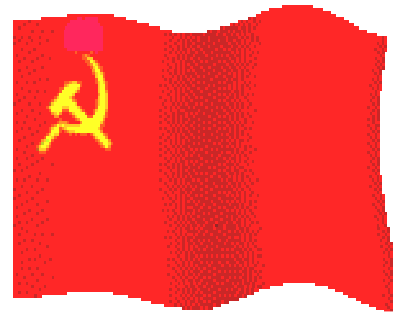


Clarté



Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

LE CANADA AU BORD DE LA RÉCESSION

page 4

Usine Belgo de Shawinigan fermée cette année

Le prix du pétrole profite à qui ?

Nationalisons l'industrie pétrolière

page 3



**Statistique Canada confirme
que les écarts de revenu
croissent de plus en plus
rapidement**page 3

Sommaire :

**Congrès du Travail du Canada :
De l'agitation au 25e Congrès
..... page 6**

**Congrès de la CSN :
Peu de Perspectives.....page 7**

**Le rapport Bouchard-Taylor
.....page 8**

**Justice pour les
peuples autochtones.....page 10**

Le mythe du Tibet..... page 12

**Plus que jamais
manifestons notre solidarité
avec la Palestine!page 14**

Sur l'Internet:

**www.pcq.communist-party.ca
<http://pccpcq.blogspot.com>,**

Quel oncle est vraiment fou?

Par Mumia Abu-Jamal, 1^{er} Mai 2008

Mumia Abu-Jamal est un militant révolutionnaire noir des Etats-Unis, condamné à mort alors que toutes les preuves indiquent son innocence. Dans cet article publié le 1er mai 2008, il dénonce les crimes de l'impérialisme états-uniens.

Lorsque les émissions à succès conservatrices ont commencé à soulever des questions au sujet de l'ancien pasteur de Barack Obama, le révérend Dr. Jeremie Wright, le candidat démocrate a essentiellement essayé de minimiser sa relation avec lui, suggérant que Wright était un peu comme «l'oncle fou» commun à de nombreuses familles.

En raison de la pression engendrée par les émissions d'information conti-

nue 24 heures sur 24, un long chemin a été parcouru depuis.

Bien que le Sénateur Obama ne se réfère plus à lui de cette manière, il vaut la peine d'examiner ce que le pasteur Wright a dit qui a fait monter à l'assaut l'univers sombre des commentateurs-trices de droite de la radio et de la télévision comme un beffroi rempli de chauve-souris affolées qui dissertent.

Parmi les commentaires "controversés" du révérend Wright il y avait ceux-ci:

« Nous avons bombardé Hiroshima, nous avons bombardé Nagasaki, et nous avons irradié beaucoup plus de personnes que les milliers de New York et du Pentagone, et sans même jamais cligner un oeil ... et maintenant

nous sommes indignés, parce que les choses que nous avons fait outre-mer nous reviennent maintenant dans notre propre cour. Les poulets d'Amérique sont revenus se percher à la maison ... La violence engendre la violence. La haine engendre la haine. Et le terrorisme engendre le terrorisme. Un ambassadeur blanc vous a dit à dit cela à tous, pas un militant noir ... Un ambassadeur dont les yeux sont grands ouverts et qui essaie de nous réveiller et de nous éloigner de ce dangereux précipice sur le bord duquel nous sommes maintenant... »

Les paroles du Rev Wright sur la façon dont l'Amérique a traité ses citoyens a la peau plus foncée ont également été qualifiées de « controversées » Voici quelques-unes d'entre elles:

« Et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, quand le temps est venu de traiter ses citoyens d'origine autochtone équitablement, il a échoué. Il les a mis dans des réserves. Quand le temps est venu de traiter ses citoyens d'origine japonaise équitablement, il a échoué. Il les a internés dans des camps de prisonniers. Quand le temps est venu de traiter ses citoyens de descendance africaine équitablement, l'Amérique a échoué. Elle les a enchaînés, le gouvernement les a vendus aux enchères, les a mis dans les champs de coton, les a mis dans des écoles inférieures, les a mis dans des logements insalubres, les a utilisé comme cobaye dans des expériences scientifiques, les a mis dans les emplois les moins bien rémunérés, et leur a refusé une égale protection de la loi, les a maintenu à l'extérieur leurs bastions racistes de l'enseignement supérieur et les a enfermés dans les positions de désespoir et d'impuissance. Le gouvernement leur donne des drogues, construit des prisons plus grandes, adopte la loi sur les récidivistes et puis il veut que nous chantions «Que Dieu bénisse l'Amérique ». Non, non, non, Dieu ne bénit

pas l'Amérique. Dieu condamne l'Amérique -c'est dans la Bible - pour tuer des innocents. » Sur le rôle du gouvernement des États-Unis outre-mer, M. Wright a prêché ce qui suit:

«Les gouvernements mentent. Le gouvernement a menti au sujet de l'expérience de Tuskegee ... Le gouvernement a menti au sujet du bombardement du Cambodge ... Le gouvernement a menti au sujet du complot de la drogue pour armer la Contra orchestré par Oliver North ... Le gouvernement avait menti sur le prétendu lien entre Al-Qaida et Saddam Hussein et sur la relation entre le 11 septembre 2001 et l'Opération libération de l'Iraq. Les gouvernements mentent. »

Je ne sais pas pour vous, mais je n'ai pas entendu une seule déclaration qui ne soit pas catégoriquement, historiquement, absolument vraie. Comme le copain de mon pays, "Brother" Willie pourrait demander, « Quel est le problème? »

La réponse d'Obama, a servi à apaiser la droite fascisante, sonnait comme des excuses: «Je rejette carrément les déclarations qui sont en cause faites par le révérend Wright.»

Le problème n'est pas que le révérend Wright était fou, mais qu'il disait la froide, la stricte vérité. C'est ça le problème.

Les nationalistes étasuniens demandent que toute personne qui déclare quelque vérité soit « dénoncée ».

Quand surgira-t-il un candidat qui dénoncera l'impérialisme, et la ruineuse guerre sans fin contre une grande partie du Tiers-Monde, au profit des entreprises d'ici?

Si cette élection en est une mesure, ce n'est pas bientôt.

Quel oncle est vraiment fou? L'Oncle Jérémie ou l'Oncle Sam?■



Dénonciation des politiques états-uniennes par des manifestants

Le PCQ en quelques mots :

Le Parti communiste du Québec est un parti voué à la défense des intérêts de la classe ouvrière. Ses membres sont actifs au sein des syndicats, des organisations communautaires et populaires, auprès des jeunes, du mouvement des femmes et des organismes de solidarité internationales.

Les rangs du PCQ sont ouverts à toutes les personnes qui veulent lutter contre l'exploitation, contre toutes les formes d'injustice, en particulier l'oppression du peuple québécois et des nations autochtones, pour l'abolition du système capitaliste, pour son remplacement par le socialisme et ultimement par le communisme. Pour parvenir à ces objectifs, nous croyons essentiel que la classe ouvrière s'unisse et conquière, en alliance avec les autres couches exploitées de la population, le pouvoir politique.

Les membres du PCQ font également partie du Parti commu-

niste du Canada (PCC). Le PCQ possède cependant un statut particulier au sein du PCC. Ce statut découle de la reconnaissance au sein du mouvement communiste du fait national québécois.

Depuis sa fondation, en 1921, le Parti communiste a accumulé une grande expérience. Son histoire est intimement liée à de nombreuses avancées des mouvements ouvrier et populaire

. Joignez-vous à un parti qui met au premier plan les intérêts du peuple, avant les profits des entreprises.

. Joignez vous à un parti dont les différentes composantes, d'un bout à l'autre du pays, œuvrent sans relâche pour contrer le discours néolibéral, pour favoriser le développement d'un mouvement de riposte et faire progresser le combat social.

Contactez-nous!

Clarté

Prolétaires de tous les pays,
peuples et nations opprimés.
Unissez-vous!

Rédacteur en chef: Robert Luxley

3981, av. Barclay, app. 5
Montréal (Québec) Canada H3S 1K9
Téléphone : (514) 737-7817
Courriel : pueblo@sympatico.ca

Clarté est publié par
Les « Éditions Clarté »

La reproduction des articles et des photos est autorisée(et même encouragée) à condition d'en mentionner la source.
Dépôt légal Bibliothèque Nationale, 2004.

Imprimé par les travailleuses et travailleurs syndiqués de
l'Imprimerie Payette & Simms

Les articles non signés expriment le point de vue de l'organisation .

Les articles signés sont personnels.

Nous invitons nos lecteurs et lectrices a nous écrire
Collaborateurs et collaboratrices: Pierre Bibeau, Marianne Breton-Fontaine, Paul Fougère, Robert Luxley, Edwin Mayen, Fabiola Mella, Hugo Pouliot, William Sloan,
Traducteurs: Antonio Artuso, Normand Raymond et William Sloan.
Infographie: Sylvain Archambault, Antonio Artuso et Normand Raymond.



Statistique Canada confirme que les écarts de revenu croissent de plus en plus rapidement

Par Kimball Cariou

Traduction d'un article du numéro du 16 au 31 mai 2008 du «People's Voice».

Au cours de la longue période de soi-disant «croissance» précédant le présent ralentissement économique, la plupart des travailleuses-eurs au Canada se sont appauvris, et l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser. C'est la conclusion que tire Statistique Canada des chiffres du recensement de 2006 qu'elle vient de publier.

Selon Armine Yalnizyan, économiste principal au Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), «Les Canadiennes-iens ont eu à pédaler aussi vite qu'ils pouvaient mais ils ne sont pas rendus beaucoup plus loin qu'ils ne l'étaient lorsqu'ils étaient moins nombreux à travailler, qu'ils travaillaient moins d'heures et qu'ils étaient moins instruits. »

Statistique Canada rapporte que le revenu médian de tous les Canadiennes-iens qui travaillent à plein temps a augmenté d'un infime 0,1 % à 41 401 \$ en 2005, contre 41 348 \$ en 1980 (en tenant compte de l'inflation, un gain réel d'un dollar par semaine en dollars de 2005).

Pendant ce temps, la tranche supérieure de 20 % des salariées-és ont vu leurs revenus bondir de 16,4 %, y compris un gain de 6,2 % depuis 2000. La proportion de Canadiennes-iens gagnant plus de 100 000 \$ est passé de 3,4 % en 1980 à 6,5 % en 2005. La tranche de 20 % des plus pauvres a vu ses revenus diminuer de 20,6 % depuis 1980.

Un Canadiennes-iens sur neuf (11,4 % de la population, soit 3,5 millions de personnes, dont près de 900 000 de moins de 18 ans) peut être considéré ayant un faible revenu en 2005, c'est-à-dire qu'il dépense au moins un cinquième de son revenu de plus que les familles moyennes pour les premières nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement.

Les taux de pauvreté sont plus élevés chez les enfants et les jeunes. En 2005, 14,5 pour cent des enfants âgés de 5 ans et moins faisaient partie d'une famille à faible revenu, de même que 13 pour cent des enfants âgés de 6 à 14 ans.

Certains économistes s'étonnent que les revenus aient baissé pour de nombreux Canadiennes-iens, tandis que l'économie a progressé de 2,4 pour cent entre 2000 et 2005. Le président d'Informetrica Mike McCracken, par exemple, a déclaré: «Vous pourriez vous attendre qu'une économie qui a été plus performante contribue à élever aussi la couche inférieure comme partie du tout étant donné qu'une marée montante soulève tous les navires ». Bien sûr, les cyniques diront, «elle ne soulève seulement que les yachts, et nous consta-

tons cela."

Le rapport de Statistique Canada a également constaté ce qui suit: Le revenu médian des mères monoparentales en 2005 était de \$ 36 765, soit plus élevé qu'en 1980 mais demeurait le plus faible de tous les principaux types de famille économique.

* Les immigrants ont perdu beaucoup de terrain par rapport à leurs homologues canadiens. En 1980, les immigrants récemment arrivés au pays ayant un revenu d'emploi gagnaient 85 cents pour chaque dollar reçu par les employés nés au Canada. En 2005, le rapport était tombé à 63 cents pour les hommes, et seulement 56 cents pour les femmes. (Statistique Canada suggère comme explication que de nombreux nouveaux arrivants sont arrivés avec une formation dans le secteur de l'information et de la technologie au moment où ce secteur est en déclin; cette explication semble toutefois insuffisante, considérant l'agrandissement catastrophique des écarts de rémunération.)

* L'écart salarial entre les jeunes hommes et les jeunes femmes est demeuré stable après avoir connu une réduction pendant des années. L'écart de salaire entre les sexes, inchangé depuis le dernier recensement, fait que les femmes gagnent en moyenne 85 cents pour chaque dollar gagné par un homme.

Le CCPA dans son dernier rapport sur cette question (*Un quart de siècle de l'inégalité économique au Canada*) contient des données fascinantes sur les tendances à long terme que dévoilent les chiffres de Statistique Canada. Par exemple, une analyse détaillée de la rémunération des salariés révèle que sa valeur totale était d'environ 51% du total du produit intérieur brut en 1961. Cette proportion est passée à 54% vers le milieu des années 1970, lorsque le gouvernement libéral de Trudeau a imposé le contrôle des salaires et des prix», un moyen de limiter la hausse des salaires et pour augmenter le transfert de plus de richesse vers les riches et les entreprises. Après quelques hauts et quelques bas, la rémunération des employés qui avait connu une forte hausse à partir de la fin des années 1980, est passé à un peu moins de 50% du PIB en 2005. Cette tendance est un facteur déterminant dans l'accroissement des écarts de revenu signalé par Statistique Canada.

Un autre élément d'information important du CCPA est un graphique montrant l'histoire des salaires au Canada. Exprimé en dollars de 2006, le véritable salaire horaire moyen était environ de 5 \$ durant la Première Guerre mondiale. Au cours des décennies suivantes, conséquemment aux luttes nombreuses de la classe ouvrière et au développement de la syndicalisation, le salaire horaire moyen a grimpé à environ 23 \$ (en dollars de 2006) en 1975. Par la suite

Éditorial

MONTÉE DES PRIX DE L'ESSENCE UNE MANNE DE \$50 MILLIARDS POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Traduction d'un éditorial de l'édition du 1-31 juillet 2008 du People's Voice,

On fait rarement mention lors de la couverture que font les médias de la montée fulgurante des prix du carburant, de la montée tout aussi radicale des profits des compagnies pétrolières. Les quatorze plus importantes entreprises canadiennes du pétrole et du gaz se sont emparé de \$6,4 milliards en bénéfices durant le premier trimestre de cette année. Petro-Canada, désormais privatisé, a été le grand gagnant, avec \$1,1 milliards de bénéfices. Mis en perspective, ça correspond à peu près à \$200 de profit par Canadien-ne au cours des trois premiers mois de 2008 seulement. En termes de pourcentage, les bénéfices de ces sociétés sont en hausse de plus de 33% par rapport à la même période en 2007.

Depuis lors, les prix du pétrole ont monté en flèche à plus de \$135 le baril, et les automobilistes doivent payer près de \$1,50 le litre. Le total des bénéfices annuels pour l'ensemble de l'industrie de l'énergie au Canada pourrait facilement atteindre \$50 milliards pour l'année 2008, soit l'équivalent de \$1500 par habitant. Chaque fois que les prix du pétrole augmentent au détriment du peuple travailleur, la Bourse de Toronto augmente, de telle sorte que les riches deviennent plus riches alors que le reste d'entre nous devenons toujours plus pauvres.

Pas étonnant que la majorité des Canadiens appuie l'idée d'une propriété publique des ressources énergétiques. Songez à ce que ces bénéfices stupéfiants pourraient nous fournir: assez de logements sociaux pour mettre fin à l'itinérance, un système de garderie universel et gratuit, une augmentation considérable des travailleurs-euses de la santé, et beaucoup plus.

Pas le moindre, la propriété publique permettrait aux peuples du Canada de prendre des décisions fondamentales quant à la nature même de l'industrie, qui consiste présentement à pomper de grandes quantités de gaz à effet de serre et à alimenter la machine de guerre meurtrière des États-Unis. L'exploitation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta est en train de tuer des travailleurs-euses et de détruire de vastes étendues de la province, avec des effets particulièrement dévastateurs sur les peuples autochtones dont les territoires sont engloutis.

Il est temps de suivre l'exemple du Venezuela, de la Bolivie et d'autres pays, où les ressources énergétiques sont considérées comme vitales pour aider à conserver et à améliorer la vie des travailleurs-euses, et non pas comme une source de bénéfices ahurissants pour l'ultra-riche.■

à cause des attaques «néolibérales» contre la classe ouvrière, puis de la profonde récession du début des années 1980, les taux horaires réels ont diminué, mais ont légèrement augmenté à nouveau vers la fin des années 1990. Au cours de cette même

sant de 50,6% en 1977 à 58,2% en 2005.

Entre ces deux extrêmes, les 70% des familles qui restent ont vu leur part totale passer de 50% en 1977 à environ 43% en 2005, le plus gros du dé-

Le revenu médian de tous les Canadiennes-iens qui travaillent à plein temps a augmenté d'un infime 0,1 % ... (un gain réel d'un dollar par semaine)

Pendant ce temps, les dix pour cent des familles les plus riches ont vu une forte augmentation de leur part, passant de 50,6% en 1977 à 58,2% en 2005.

période, bien sûr, les bénéfices des sociétés ont commencé une ascension les menant aujourd'hui à une hauteur vertigineuse.

Finalement, les conclusions du CCPA concernant valeur nette des familles canadiennes sont également importantes. Le cinquième des familles les plus pauvres représentaient -0,5% de la richesse nette totale de toutes les familles en 1977, un chiffre qui n'a changé que légèrement à -0,6% en 2005. Ces familles ont plus de dettes que la valeur totale de leurs actifs.

Pendant ce temps, les dix pour cent des familles les plus riches ont vu une forte augmentation de leur part, pas-

clin s'étant produit depuis 1999.

La lutte des classes est une réalité quotidienne sous le capitalisme. Depuis les trente dernières années, la classe dirigeante canadienne a mené une lutte déterminée pour diminuer les revenus et récupérer la richesse conquise par la classe ouvrière au cours des décennies qui avaient précédé. Pour renverser cette attaque, il faudra une puissante mobilisation à plusieurs niveaux du mouvement ouvrier et de ses alliés, non seulement dans le cadre des négociations collectives, mais aussi pour mener des batailles sur le terrain politique et idéologique, dans la vaste arène extraparlémentaire. ■

LE CANADA VA-T-IL TOMBER EN RÉCESSION ?

Par Robert Luxley

À tous les jours, les bulletins télévisés de nouvelles nous parlent des fluctuations des marchés boursiers. Ils s'effondrent un jour, remontent un peu le lendemain, baissent à nouveau le surlendemain. Les investisseurs sont nerveux et tous les commentateurs qui spéculent sur les chances du Canada d'éviter la récession, semblent vouloir chercher à apaiser les craintes.

Alors que des usines ferment, que General Motors annonce un plan majeur de redressement pour éviter la faillite, que Ford annonce des pertes de près de \$8,7 milliards, que les annonces de pertes d'emplois se multiplient, le ministre fédéral des finances Flaherty n'en déclare pas moins que les bases de l'économie canadienne sont solides.

Mais qu'est qu'une récession ? Interviewé par le quotidien Le Devoir, le député Libéral de Laval-des-Rapides, Alain Paquet, ancien professeur d'économie à l'UQAM et détenteur d'un doctorat sur les cycles économiques répond: « *Deux trimestres consécutifs de croissance négative! C'est la définition «populaire».*

Ainsi, officiellement, après avoir connu une baisse durant le premier trimestre de 2008, le PIB aurait connu une légère hausse durant le second, de telle sorte qu'officiellement, le Canada échapperait à la récession pour l'instant. Quoi qu'il en soit, l'économie canadienne est loin d'être tirée d'affaire.

Une crise à l'échelle mondiale

Évidemment, surtout dans le contexte de mondialisation, l'économie canadienne ne fonctionne pas en vase clos. Bien au contraire, les Etats-Unis ont même considérablement renforcé leur mainmise sur l'économie canadienne depuis plusieurs années et particulièrement depuis l'accord de libre-échange. Les Etats-Unis étant non seulement l'économie dominante à travers le monde, mais aussi le principal partenaire commercial du Canada, l'économie états-uniennes a forcément un impact majeur sur celle de ce dernier. Il suffit par exemple de voir jusqu'à quel point la parité que le dollar canadien a maintenant avec la devise américaine, surtout à cause de la baisse de cette dernière, influe sur le niveau des exportations canadiennes, et sur les pertes d'emplois dans l'industrie.

Or les Etats-Unis vivent depuis l'été 2006 leur pire crise financière depuis les années trente. Partie dans l'immobilier qu'un crédit hypothécaire (subprimes) trop accessible (mais à des taux d'intérêt plus élevés) et que la spéculation avaient gonflé outre mesure, la crise a fini par s'étendre peu à peu à tout le secteur bancaire et financier, étasunien au départ, pour devenir une crise mondiale depuis l'été 2007. Les spéculateurs (incluant les banques), pout se débarrasser à la Bourse des titres représentant ces hypothèques à risques et pour rechercher des placements sûrs qui rapportent (notamment dans le pétrole et

l'alimentation ce qui contribue à la flambée des prix et à la crise alimentaire mondiale), ont fait éclater la bulle provoquant par le fait même un manque de liquidité majeur.

Pour empêcher les banques de tomber en faillite, particulièrement aux Etats-Unis, ce qui provoquerait immédiatement une dépression majeure à l'échelle de la planète, les banques centrales des principaux pays impérialistes ont prêté depuis l'été 2007 plus de \$1 000 milliards aux banques ordinaires. Mais cela n'a pas empêché dernièrement une banque californienne, IndyMac, de se retrouver en faillite et d'être placée sous tutelle bancaire, et non plus empêché que le gouvernement américain soit obligé de soutenir financièrement (On parle encore de plusieurs centaines de milliards) Freddie Mac (Federal Home Mortgage Corporation) et Fannie Mae (Federal National Mortgage Association). Il s'agit de deux des plus importantes institutions financières impliquées dans le refinancement hypothécaire et qui possèdent à elles seules ou garantissent environ la moitié des \$12 000 milliards en hypothèques aux États-Unis. Il serait même question de les étatiser si les mesures actuelles sont insuffisantes (Lorsque ça va mal pour le privé, la bourgeoisie vire son capot de bord et devient soudainement partisane de rendre publiques...les pertes).

Selon le FMI, la perte des banques jusqu'à présent à cause de cette crise des « subprimes » se monterait à \$945 milliards. Selon Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, l'économie mondiale a pris un tournant décisif. La période de croissance soutenue et d'inflation modérée est bel et bien révolue. Il prévoit que la période qui vient sera marquée par des prix élevés pour le pétrole et les aliments, dont la hausse récente serait selon lui, en grande partie causée par des tensions entre l'offre et la demande et en partie par la spéculation.

De leur côté, les banquiers européens craignent un effondrement du système bancaire mondial : « *La situation aux États-Unis est bien pire que nous le pensions* », déclare Maurice Lippens, grand patron de la Fortis en Belgique, « *on prévoit quelque 6 000 faillites parmi les banques américaines qui ont actuellement une faible couverture. Mais des groupes comme Citigroup, General Motors, Chrysler peuvent être emportés. Un effondrement total s'amorce aux Etats-Unis.* » L'économie mondiale selon ces spécialistes de la bourgeoisie serait donc au début d'une crise économique d'envergure sous tous ses aspects : économique, financier, industriel, avec une inflation des prix alimentaires et énergétiques.

La crise est causée par la baisse du taux de profit

Les perturbations financières actuelles ne sont pas la cause fondamentale de la crise qui se dessine mais en sont plutôt une manifestation qui la révèle. Les pertes financières provoquées par l'éclatement de la bulle spéculative

dans l'immobilier sont la perte de ce que Marx appelait « un capital fictif ». Aucune richesse réelle n'est pour autant disparue. Bien au contraire, il y a même relativement trop de richesses.

Dans leur quête avide de profits, les capitalistes cherchent continuellement à augmenter la productivité des travailleurs-euses, c'est-à-dire à d'augmenter le taux de plus-value (il s'agit du rapport entre le travail non-payé aux travailleurs-euses que les capitalistes empochent et le capital investi en salaires). Pour ce faire, ils développent la production au maximum, en réinvestissant la plus-value dans des machineries plus performantes et dans une organisation du travail plus productive, afin de produire plus de marchandises à moindre coût en réduisant les coûts de main-d'oeuvre.

Cela modifie la composition du capital dans son rapport entre le capital fixe (machineries, bâtiments, matières premières etc.) qui augmente et le capital variable (main-d'œuvre) qui proportionnellement diminue. La conséquence de cette situation est que « *le progrès de la production capitaliste implique nécessairement que le taux général moyen de la plus-value se traduise par une baisse du taux de profit général : c'est une nécessité évidente découlant de l'essence du mode de production capitaliste. La masse de travail vivant (capital variable, ndlr) employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé (capital fixe ou constant, ndlr) qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de productions consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voit son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit ; celui-ci doit donc baisser continuellement.* » (K. Marx, Le Capital, livre troisième, tome I, Éd. Sociales, 1974, p. 227)

Lorsque le taux de profit diminuant devient trop bas, les capitalistes ne voient plus aucun intérêt à faire fonctionner la machine économique et la production des marchandises s'enraye. Nous nous retrouvons alors dans une crise économique. Les mécanismes qui font baisser le taux des profits en remplaçant les ouvriers-ères par des machines provoquent par le fait même l'augmentation du chômage. L'augmentation du chômage à son tour diminue le revenu global des ouvriers-ères et leur consommation déjà limitée par des salaires maintenus le plus bas possible, ce qui affecte par ricochet la vente et la production des marchandises concernées (principalement des marchandises de première nécessité : aliments, vêtement, logement, énergie, etc.). D'autre part, la demande de marchandises de luxe et de moyens de production est quant à elle affectée par la baisse des profits des capitalistes. Bref, il y a alors une baisse de la demande globale faute de moyens alors que l'offre a été poussée à son plus haut niveau.

(Voir l'article sur les causes des crises économiques aux pages 5 et 15). Marx explique que « *dans l'état de choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives* (Grosso modo, il s'agit de la petite bourgeoisie, rentiers, professions libérales, etc., qui constitue dans les pays capitalistes développés un portion importante de la population. ndlr) *tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste. La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.* (K. Marx, Le Capital, livre troisième, tome II, Éd. Sociales, 1970, p. 145)

Face à la baisse des profits, les capitalistes ne restent pas les bras croisés. C'est la qu'intervient le phénomène de l'inflation.

La stagflation

Normalement, lorsque la crise arrive au stade de la dépression, que l'économie stagne et que l'offre des marchandises est abondante pendant que la demande des consommateurs est en baisse bien malgré eux, les prix des marchandises ont tendance à baisser. On peut assister alors à une phase de déflation plus ou moins longue jusqu'au moment de la reprise économique.

Évidemment, la bourgeoisie craint d'arriver à ce stade, non seulement parce que les profits y sont au plus bas, mais surtout parce que cela inévitablement provoque des remous sociaux et risque d'amener la classe ouvrière à se mobiliser et même à devenir menaçante pour le capitalisme. Aussi cherche-t-elle à bloquer le processus « normal » des crises économiques qui ne sont, rappelons-le, que des manifestations nécessaires du fonctionnement cyclique du capitalisme.

Les gouvernements et leurs banques centrales interviennent donc via des politiques inflationnistes qui visent à atténuer l'amplitude des cycles économiques. (Une « récession » serait une sorte de ralentissement contrôlé). Voici comment la Banque du Canada explique sa politique :

« *L'élément central du cadre de conduite de la politique monétaire de la Banque est sa stratégie de maîtrise de l'inflation, dont l'objectif consiste à maintenir le taux d'inflation, à environ 2 %, c'est-à-dire au point médian d'une fourchette cible, qui va de 1 à 3 %. ...La Banque se préoccupe de tout écart important — qu'il soit positif ou négatif — du taux d'inflation par rapport au point médian de 2 %. (suite à la page 5)*

LE CANADA VA-T-IL TOMBER EN RÉ-CESSION ? (Suite de la page 4)

Lorsque la demande de biens et services canadiens est forte, elle risque de pousser l'appareil de production aux limites de sa capacité. Dans ce cas, l'inflation a tendance à augmenter au-dessus du point médian. La Banque intervient alors en majorant les taux d'intérêt afin de ralentir le rythme d'expansion de l'économie. À l'inverse, lorsque la demande est faible, les pressions inflationnistes ont tendance à se relâcher. La Banque abaisse alors les taux d'intérêt dans le but de stimuler l'économie et d'absorber les capacités excédentaires.

Quels sont les avantages d'une telle politique?

Un taux d'inflation bas, stable et prévisible constitue la meilleure contribution que la politique monétaire puisse apporter à une économie productive, qui fonctionne bien. Il permet aux Canadiens et aux Canadiennes de prendre des décisions en matière de dépenses et d'investissements avec une plus grande confiance. Cette confiance est favorable aux investissements à long terme dans l'économie canadienne et contribue au maintien de la création d'emplois et à l'accroissement de la productivité, gage de l'amélioration réelle de notre niveau de vie. »

Cette politique inflationniste permet dans une certaine mesure de contrer la baisse du taux des profits puisque «...les capitalistes réagissent en s'efforçant d'augmenter leurs prix de manière à obtenir les profits nécessaires à la poursuite de l'expansion de la production. La vente des marchandises à ces prix plus élevés est rendue possible par l'existence du crédit (crédit commercial, crédit bancaire, crédit à la consommation), par l'intermédiaire des banques et, en dernière analyse, de l'État, qui adapte la quantité de monnaie en circulation aux augmentations de prix désirées. » (Louis Gill, L'économie capitaliste : une analyse marxiste, deuxième partie, Presses socialistes internationales, 1979, p. 298).

Évidemment, cette politique d'inflation permanente se fait au détriment des masses et particulièrement de la classe ouvrière. L'augmentation continue des prix des marchandises équivaut en réalité à une réduction générale des salaires. La bourgeoisie peut ainsi augmenter le taux de plus-value et accroître le degré d'exploitation de la classe ouvrière sans augmenter davantage la composition organique du capital (le rapport entre le capital fixe et le capital variable), atténuant ainsi la baisse du taux de profit (qu'on dit « tendancielle »). À cet égard, les salaires réels depuis 1980 ont diminué au Canada, particulièrement ceux des salariés-es les plus pauvres. (Voir l'article de Kimball Cariou dans ce journal : « Statistique Canada confirme que les écarts de revenu croissent de plus en plus rapidement »).

Le problème que la bourgeoisie rencontre à l'heure actuelle est que la crise financière et la spéculation, qui jouent un rôle important dans l'envolée des prix des matières premières, fait augmenter le taux d'inflation au dessus du niveau qu'ils trouvent sou-

haitable. Ainsi, le mois dernier le taux au Canada a dépassé les 3% et on prédit qu'il pourrait dépasser d'ici la fin de l'année 4%. Aux États-Unis, il dépasse déjà les 5%. Et évidemment, on parle du taux général, mais qui est encore bien plus élevé pour certains produits de première nécessité comme l'alimentation.

La difficulté d'une part est que les rentiers subiront une perte sèche si les taux d'intérêts qu'ils peuvent retirer des placements financiers de leur capital est plus bas que le taux d'inflation. D'autre part, une inflation trop importante peut provoquer une mobilisation de la classe ouvrière pour augmenter les salaires, annihilant les efforts des capitalistes pour augmenter leurs profits

Jusqu'à maintenant, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 3% (Le taux auquel elle prête aux banques ordinaires) afin de ne pas aggraver le ralentissement économique. Mais en même temps, des mises-en-garde sont envoyées à la classe ouvrière d'accepter la hausse des prix docilement, sinon, on menace d'augmenter les taux d'intérêts. Ainsi, encore une fois selon Alan Greenspan, le défi pour les banquiers centraux sera de maintenir le contrôle de l'inflation. Les banques centrales « n'auront pas d'autre choix que de revenir à des taux d'intérêts élevés ». Il ajoute qu'il faudra que les politiciens « s'y fassent et convainquent la population de la nécessité de maintenir une politique monétaire plus rigide ».

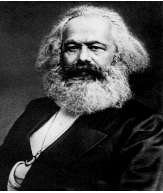
Le Canada frappé de désindustrialisation

Donc, la récession, que de nombreux économistes définissent comme deux trimestres consécutifs de croissance négative, «... demeure une définition «approximative, pas fausse, mais pas tout à fait complète, souligne Alain Paquet ... Au fond, il faudrait parler d'un déclin ou d'une baisse significative de l'activité économique, dans l'ensemble de l'économie, qui dure plus de quelques mois L'expression «deux trimestres» est commode. Mais trop tranchante pour les situations économiques. Aussi, pour bien déterminer s'il y a récession ou non, ce n'est pas seulement le PIB réel qu'il faut observer, mais aussi le revenu réel, l'emploi, la production industrielle, les ventes de gros et de détail. »

Or, si on pousse l'analyse un peu plus loin de la situation économique au Canada, on se rend compte un peu comme le dit Alain Dubuc du journal La Presse « que les indicateurs économiques canadiens ne veulent pas dire grand-chose... L'économie canadienne est devenue une économie à trois vitesses. Les quatre provinces de l'Ouest qui ne sont même pas au courant qu'il y a des problèmes, le Canada central, le Québec et l'Ontario, très touchés, et les provinces maritimes, qui s'en sortent un peu mieux ».

En réalité, la faible croissance du dernier trimestre s'explique surtout par le fait que ce sont surtout les provinces de l'Ouest qui, profitant du boom spéculatif dans les matières premières, augmentent la croissance moyenne et qui compense pour la

mauvaise performance du Québec et surtout de l'Ontario, le centre industriel du pays. Par exemple, tandis que Pétro-Canada annonce une augmentation de ses bénéfices nets de 77% pour le dernier trimestre (soit la coquette somme de \$1,5 milliard volée au peuple) et que Potash Corp. de la Saskatchewan (profitant de la crise alimentaire et de la demande d'engrais) quant à elle annonce une hausse de ses profits de 181%, soit plus de \$600 millions, en Ontario pendant ce temps on voit la croissance du PIB stagner depuis 2003 en dessous de la moyenne canadienne. La faible croissance que la province a malgré tout connue, a été réalisée essentiellement dans le développement dans les industries de services, alors qu'il y a eu une décroissance dans la production de biens. Grosso modo, il en va de même au Québec. Selon les données de statistiques Canada, la production de biens (agriculture, extraction minière, pétrolière, construction, fabrication, etc.) a reculé au pays de 3,2% pendant que la production de services (commerce, transport, finance, restauration, etc.) a augmenté de 3,3% d'avril 2007 à avril 2008. En avril 2008, la production de biens se chiffrait à 368 milliards de dollars pendant que celle des services était de 866 milliards. Cela signifie que les services représentent 70% de toute l'économie. Or c'est la production des biens qui génère la plus-value à la base des profits que convoitent tant les capitalistes.



Quelle est la cause des crises économiques ?

Quelques citations de Karl Marx

Les crises économiques qui engendrent la misère dans le système capitaliste sont liées à la nature elle-même de ce système. Elles sont des manifestations régulières de sa contradiction fondamentale, à savoir, « celle qui existe entre le caractère social de la production (socialisée par le capitalisme) et le mode privé, individuel d'appropriation. » (Lénine, O.C., tome 2, p. 165, Éditions du Progrès, Moscou, 1966). C'est pour cela que seule la fin du capitalisme et son remplacement par un mode de production socialiste pourra mettre définitivement fin à ces crises économiques. L'explication scientifique du phénomène des crises est le résultat des recherches de Karl Marx, qu'il développa en particulier dans son chef-d'œuvre, Le Capital, dont voici des extraits pertinents :
LE CAPITAL, Livre troisième, chapitre XV, Développement des contradictions internes de la loi (Loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen, NDLR)
«... C'est le capital *lui-même* qui fixe une *borne* à la production capitaliste, parce qu'il est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production et qu'il veut qu'on produise exclusivement pour lui, alors que les moyens de production devraient servir à une extension continue de la vie sociale. Cette borne, qui limite le champ dans lequel la valeur-capital peut être conservée et mise en valeur par l'expropriation et l'appauvrissement

Cette « tertiarisation » de l'économie canadienne témoigne d'une part de son caractère parasitaire, typique de l'impérialisme. Mais en même temps, cela témoigne aussi de la désindustrialisation que le Canada subit du fait de la domination impérialiste, surtout américaine. Ainsi, même le secteur pétrolier qui est le Klondike en Alberta est complètement dominé par des entreprises privées et surtout étrangères (Le Canada serait un des rares sinon le seul pays dans le monde qui abandonne complètement ce secteur stratégique à l'entreprise privée).

La faiblesse de sa base industrielle rend l'économie canadienne plutôt fragile, dépendante du secteur des matières premières. Déjà, au moment d'écrire ces lignes, la baisse de la demande pour le pétrole en réaction à la hausse des prix a provoqué une baisse du prix du brut et une baisse du cours du pétrole à la Bourse. En avril, selon Statistiques Canada, même l'extraction de pétrole et de gaz aurait enregistré un recul, de telle sorte que la production du secteur de l'énergie a diminué de 1,1%

Au-delà de la définition « officielle » de la récession, on peut dire avec certitude que le Canada connaît actuellement un ralentissement économique très important qui va sérieusement affecter la vie des gens. Est-ce que cela va empirer et évoluer vers une crise économique ? Ce n'est pas encore certain, mais considérant le niveau d'imbrication des économies du monde entier, les possibilités sont considérables.■

de la masse des producteurs, se dresse continuellement contre les méthodes auxquelles le capital a recours pour augmenter la production et développer ses forces productives. Si historiquement la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial, elle est néanmoins en conflit continu avec les conditions sociales et productives que cette mission historique comporte(...)
Même dans l'hypothèse poussée à l'extrême que nous venons d'examiner, la surproduction absolue de capital n'est pas une surproduction absolue de moyens de production. Elle n'est qu'une surproduction des moyens de production **fonctionnant comme capital**, devant produire une valeur supplémentaire proportionnelle à leur augmentation en quantité. Et cependant elle est une surproduction, parce que le capital est devenu incapable d'exploiter le travail au degré qu'exige le développement « sain » et « normal » de la production capitaliste, qui veut tout au moins que la masse de profit augmente proportionnellement à la masse de capital et n'admet pas que le taux du profit baisse dans la même mesure ou plus rapidement qu'augmente le capital.
La surproduction de capital n'est jamais qu'une surproduction de moyens de travail et d'existence pouvant être appliqués, à l'exploitation des travailleurs à un degré déterminé, (suite à la page 15)

Congrès du travail du Canada : De l'agitation se manifeste au 25e Congrès

par Sam Hammond,
président de la Commission syndi-
cale centrale du Parti communiste
du Canada

Traduction d'un article du numéro
du 16 au 30 juin 2008 de «People's
Voice»,

Le 25e Congrès du Congrès du travail du Canada (CTC) a eu lieu à Toronto du 26 au 30 mai derniers, en présence de 1 800 délégués/ués, qui représentaient 54 syndicats affiliés. Le CTC se compose de 55 syndicats, mais 400 délégués/ués du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP) n'ont pas pu siéger parce que 20 000 dollars de cotisations ont été retenus au Manitoba parce que le CTC avait été incapable d'imposer la discipline et d'empêcher une tentative de maraudage syndical entreprise dans un casino par un

que les délégués/ués voulaient seulement plus de la même chose, seulement plus. Mais ce n'était assurément pas le cas de 38% des délégués/ués et probablement de beaucoup d'autres. Malheureusement, à ce Congrès, elles/ils n'ont obtenu que plus de la même vieille « marchandise » : des représentations musicales et culturelles plus nombreuses et plus longues, un plus grand nombre d'invités, un petit peu plus de tout sauf des choses sérieuses et des débats. Elles/ils ont eu moins de temps pour élaborer les résolutions, pour intervenir dans les débats et certainement moins de possibilités pour les membres de la base de participer. Cette question a été soulevée par tous les caucus de gauche, le «Caucus des jeunes», le «Caucus pour l'action» et le «Forum socialiste».

Les caucus et les forums ont en fait constitué le point culminant du Congrès. Ils sont devenus, chaque jour davantage, les véhicules de l'expression démocratique et des débats. De nombreuses manifestations de déception ont eu lieu, en particulier de la part des quelques 200 délégués/ués qui participaient pour la première fois à un Congrès syndical et dont la plupart étaient des jeunes.



Au centre, Phil Fontaine, Grand Chef de l'Assemblée des Premières Nations à côté de Ken Georgetti, président réélu du CTC

autre syndicat affilié, celui des Teamsters,. La question des maraudages allait refaire surface un certain nombre de fois.

Le présent Congrès survient après la tentative faite en 2005 par Carol Wall d'évincer Ken Georgetti de son poste de président. Malgré la résistance de presque toutes/tous les dirigeantes/eants des grands syndicats affiliés, qui avaient empêché Carol Wall de se présenter aux principaux caucus et à des débats de candidats, celle-ci avait recueilli, la dernière fois, 38% des votes. Cela était une mesure exacte du niveau de l'agitation chez les syndiqués de la base et de leur appui au programme de Wall en faveur de réformes démocratiques et du rétablissement de liens organiques avec le mouvement de lutte pour la justice sociale. Cela aurait dû être pris en compte, mais ne l'a pas été.

L'absence de réponse à ces signes d'agitation a donné le ton de tout ce congrès. Dans son discours d'ouverture, Ken Georgetti, a déclaré : «À notre dernier Congrès, les syndicats ont lancé le défi au CTC : celui d'en faire plus et de faire mieux que jamais auparavant. Et je suis fier de dire que nous avons livré la marchandise.»

Mais quelle « marchandise » ? Elle n'est pas définie. Aussi il y en a qui pourrait déduire de cette déclaration

Ce congrès du CTC aura été plus encadré que jamais il ne fut auparavant.

Des représentants du personnel de la plupart des syndicats poursuivaient les microphones réservés aux opinions défavorables afin d'arrêter au passage les délégués-ués dissidentes/ents et pour leurs rappeler que les politiques du syndicat et des caucus syndicaux devaient être respectées. Aussi, de nombreux délégués ont sentis qu'ils n'étaient là que pour approuver sans discussion des décisions déjà prises. Cette façon d'orienter l'expression des délégués-ués démontre plus que toute autre chose l'insécurité de certains dirigeants syndicaux, qui sont très mal à l'aise face à des débats ouverts et à l'expression démocratique des opinions.

Un programme bien conçu, qui se transformait en affiche, a été largement distribué sur le plancher du congrès aux délégués/ués par un groupe de syndicats de l'Ontario portant le nom d'«Action pour un changement». Ce programme n'était pas signé, et les syndicats concernés, entre autres, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le syndicat des Métallurgistes, le Syndicat international des employés de services (SEIU), n'avaient pas indiqué leur nom sur l'affiche. Mais ils ont proposé un programme très général, qui exigeait, en gros, plus de militantisme et d'imputabilité, une approche plus programmatique de riposte à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'opposition à la privati-

sation, de la prévention contre le maraudage syndical, moins de collusion avec les employeurs, et des liens plus étroits avec les mouvements populaires.

L'affiche déclare ceci : «Notre «Action pour un changement» vise principalement à transformer le Congrès du travail du Canada en quelque chose dont nous avons besoin à nouveau : le CTC doit redevenir la voix collective, forte et claire, de toutes/tous les travailleuses/eurs du Canada». Rédigée par une dizaine de leaders syndicaux de l'Ontario, l'affiche représente les syndicats qui ont conclu entre eux un accord volontaire contre le maraudage et qui ont manifesté leur mécontentement.

Ces leaders ne sont pas restés passifs. Sid Ryan, leader du SCFP de l'Ontario, a assisté à la réunion du «Caucus pour l'action» au nom des syndicats de «Action pour un changement». Il a expliqué que les discussions avec la direction du CTC ont conduit à améliorer le Document 12, qui avait précédemment été rédigé, qui manquait de vigueur. Ce document recommandait, conformément aux conceptions typiques de direction où les décisions partent du sommet pour se rendre à la base, l'établissement d'une Commission de révision structurelle établie par le Comité exécutif et par le Conseil exécutif, en vue de l'examen des instances centrales des syndicats, de leurs relations et de leur financement, des consultations avec les syndicats affiliés et avec les Conseils du travail, et de la proposition d'un plan de mise en œuvre qui serait présenté au prochain Congrès.

Les syndicats liés à «Action pour un changement» ont réussi à obtenir des directives pour inclure des recommandations constitutionnelles sur le maraudage et sur les syndicats malhonnêtes, ainsi qu'une inclusion plus significative des Conseils du travail au sein de la Commission de révision. Au cours du débat sur la Révision structurelle, plusieurs leaders syndicaux de premier plan de l'Ontario, y compris Ryan, ont fait des contributions aux micros réservés aux opinions favorables, mais ils ont manifesté une forte opposition au maraudage. Pendant ce temps, des membres des Conseils du travail dominaient les micros réservés aux opinions défavorables et exprimaient leur insatisfaction avec le CTC et avec la façon de traiter les Conseils du travail. Le document a été adopté, mais les opinions exprimées durant le débat, favorables et défavorables, devraient être considérées comme étant des instructions à la direction du CTC pour plus de démocratie, plus d'appui aux Conseils du travail et plus de direction sur les questions sociales et sur les luttes.

Le Conseil du travail de Toronto et de la région de York avaient également un programme, qui était intitulé «Programme d'action - Construire le pouvoir syndical 21ème siècle». Ce

programme d'action proposait onze résolutions appuyées par plusieurs Conseils du travail à travers le pays. Celles-ci ont été, pour la plupart, incorporées à des résolutions composées sur les questions d'organisation, d'une campagne pour gagner la «card-check», des travailleuses-eurs migrants et temporaires, de l'équité et de la politique municipale. Les résolutions ont renforcé les composites déjà élaborées et reflètent à nouveau la tendance vers la démocratie, l'action et l'imputabilité de la direction du CTC.

D'excellentes résolutions ont été adoptées sur l'Afghanistan, la Palestine, la Colombie et sur d'autres questions relatives à la solidarité internationale. Une très importante résolution sur la nationalisation des ressources pétrolières a été adoptée avec enthousiasme et soutenue par d'éminents porte-parole de grands syndicats affiliés, entre autres Jim Sinclair, de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique. Le dernier jour du Congrès, le «Caucus pour l'action», qui s'était réuni et avait grandi chaque jour davantage, a fait des ajouts importants au Plan d'action du CTC sur les questions de l'unité syndicale, du droit de grève, de la démocratie syndicale et de l'imputabilité des membres de la direction.

Dave Pritchett, du local 500 de l'«International Longshore and Warehouse Union» (Syndicat international des travailleurs des quais et des entrepôts), a parlé avec éloquence de la nécessité de se rappeler les contributions faites par les membres du Parti communiste et par d'autres, en tant que fondateurs et combattants des syndicats. Plus tard, il a fait crouler la salle sous les applaudissements en suggérant de remplacer l'expression «faire pression sur le gouvernement» par «faire tomber le gouvernement», et de replacer la «dictature des grandes entreprises» par la «dictature de la classe ouvrière». L'enthousiasme général envers ces sentiments montre non seulement la nature combative des travailleuses/eurs mais aussi leur malaise d'avoir au Congrès une direction qui ne partage pas ces sentiments.

L'état d'esprit exprimé par les caucus et les deux «Programmes d'action» montre que la vague de fond de mécontentement commence à être articulée. La contribution du «Caucus pour l'action» montre le potentiel qui existe pour une gauche plus grande et en expansion, ingrédient indispensable pour le changement. Des dirigeants bien connus sont en train d'affirmer la nécessité de développer le changement, l'unité et la riposte. Cela augure bien pour l'unité et l'appui entre les membres de la base et de la direction, si nécessaires à la lutte.

Ce Congrès a peut-être été terne à bien des égards, mais une gauche naissante commence à se développer par la définition d'un programme et par la croissance de ses effectifs.■

Congrès de la CSN PEU DE PERSPECTIVES

Par Pierre Bibeau

Sous le thème « Oser au quotidien », s'est tenu le 62^{ème} Congrès de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) du 12 au 17 mai dernier à Québec. Plus de 2 000 délégué-e-s provenant de tous les syndicats étaient présents pour débattre des positions élaborées par l'exécutif.

Outre l'environnement—sujet à la mode s'il en est un—les autres propositions étaient réunies par thèmes qui se définissaient comme suit : contrer la discrimination sur la base des statuts d'emploi; définir un cadre pour les agences de placement; la conciliation famille-travail; développement économique, travail et emploi; formation de la main-d'oeuvre; santé; éducation; pour une nouvelle approche de protection de revenu à la retraite; société québécoise et immigration; l'action syndicale internationale; négociations commerciales et, finalement, la responsabilité sociale des entreprises et des institutions publiques.

Malheureusement, on a peu élaboré sur des préoccupations majeures pour la classe ouvrière, tel que la perte de pouvoir d'achat, la détérioration des conditions de travail au fil des ans et la détérioration marquée et continue de notre filet de sécurité sociale, bref, tout ce qui touche de près la vie des travailleurs-euses actuellement. Une réflexion sur le syndicalisme d'aujourd'hui, la diminution marquée des

luttons et les attaques persistantes contre le droit de grève auraient pu également faire l'objet de débat.

On doit noter positivement la proposition demandant une législation favorisant le droit pour tous les salarié-es d'être couverts par un régime de retraite financé par les patrons et régi par une loi. Mais ce type de propositions a été trop rare dans ce congrès. Les propositions touchant le secteur économique en lien avec le travail sont peu engageantes, timorées et favorisent même une plus grande concertation employeur-état-syndicat. Il s'agit ici d'une certaine continuité idéologique social-démocrate consécutive de la centrale syndicale depuis les années 80 ce qui fera dire à un camarade délégué que nous étions loin du syndicalisme de combat. On remarquera l'amélioration de la CSN sur son positionnement au plan international, la venue de Guy Ryder, secrétaire général de la Confédération syndicale internationale, ne fut pas fortuite sur ce plan.

L'éternel conflit opposant la Fédération de la santé et des services sociaux et

la Fédération des professionnels concernant leurs juridictions représentatives respectives, qui peuvent se chevaucher dans le secteur de la santé et des services sociaux, a été remis sur la table par la FSSS. Les votes d'allégeance que la loi 30 avait imposés en fusionnant de force les accréditations syndicales dans ce secteur avaient placé les deux fédérations en compétition dans plusieurs cas et exacerbé les contradictions. La FSSS appelait le congrès de lui reconnaître l'exclusivité dans le secteur.

Malheureusement, ce débat purement structurel a complètement pris le dessus sur presque toutes les autres propositions et occultant pour beaucoup le reste du congrès. Cela fut au point où l'horaire a dû être modifié suite à l'étirement du débat ce qui a eu pour conséquence d'annuler les ateliers. Le

débat s'est finalement terminé sur le maintien du statu quo puisque le congrès a rejeté la requête de la FSSS. Les ateliers ayant été supprimés, les propositions ont dû être soumises directement en plénière.

Ce congrès n'a pas été marquant pour l'histoire de la CSN. Il est peut-être en continuité avec la crise que vit le syndicalisme dans le monde occidental et sa perte de contre-pouvoir. Pour reprendre sa place et en acquérir une nouvelle, les luttes et le combat sous toutes ses formes devront être renforcés et, sans perspective, c'est plus difficile. La CSN et ses syndicats devront « Oser au quotidien » avec la crise économique qui frappe à nos portes. Mais est-ce que ce sera suffisant ? Ce congrès a malheureusement manqué le coche cette fois.■



Délégués-es du Congrès de la CSN

CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA : LES DÉLÉGUÉES/UÉS EXIGENT LE RETRAIT DE L'AFGHANISTAN

Traduction d'un article du numéro du 16 au 30 juin 2008 de «People's Voice»,

La résolution suivante a été adoptée par les délégués/ués au 25^{ème} Congrès du Congrès du travail du Canada, qui s'est tenue du 26 au 30 mai à Toronto :

Le Congrès du travail du Canada (CTC) demande de tous les partis politiques présents au sein de notre Parlement de prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à l'occupation militaire en Afghanistan, pour mettre en œuvre le désengagement des forces canadiennes et pour ramener nos soldates/ats canadiennes/iens de la guerre illégale en Afghanistan.

Le CTC aidera les syndicats qui lui sont affiliés à sensibiliser et à mobiliser leurs membres pour s'opposer à l'intervention militaire canadienne en Afghanistan.

Le CTC continuera de travailler avec les partenaires œuvrant au sein de l'Alliance canadienne pour la paix afin d'éduquer les Canadiennes/iens sur la guerre.

Le CTC développera la solidarité avec les travailleuses/eurs afghanes/ans, la justice sociale et les organisations de femmes.

Parce que les Canadiennes/iens ont une fière histoire d'engagement de nos forces armées à assumer le rôle du maintien de la paix, qui remonte à la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Parce qu'il n'y a pas d'objectifs, de réalisations ou d'avantages clairs pour les Canadiennes/iens relativement à cette guerre dans laquelle des dizaines de jeunes Canadiens et des centaines de citoyennes/ens afghanes/ans innocentes/ents sont tués.

Parce que nos jeunes soldats sont en train de mourir en Afghanistan dans une guerre dans laquelle ils jouent un rôle d'armée d'invasion sans avoir reçu de mandat de la part des citoyennes/ens canadiennes/iens.



Victimes de l'aide canadienne en Afghanistan

Parce que l'intervention militaire du gouvernement Harper en Afghanistan ne contribue pas à instaurer la paix et à entreprendre la reconstruction en Afghanistan.

Parce que la campagne militaire du gouvernement canadien vise à appuyer les intérêts politiques, économiques et militaires des États-Unis plutôt qu'à contribuer à instaurer la paix et à entreprendre la reconstruction en Afghanistan.

Parce que les actions de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), menées sous la direction des États-Unis, accroissent la violence en Afghanistan.

Parce que les énormes sommes d'argent dépensées sur le plan militaire en Afghanistan seraient mieux utilisées si elles servaient à financer les soins de santé, l'éducation, la création d'emplois et les services sociaux.

Parce que le mouvement ouvrier a toujours été au centre de toutes les luttes pour la paix et pour la justice.■

Abonnez-vous à Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits

[] Abonnement régulier pour 8 numéros : 20,00\$
[] Abonnement de soutien: 30,00\$ ou +

Nom :

Adresse :

Code postal : Pays :

Envoyez ce coupon à :

Clarté
3981, av. Barclay, app. 5,
Montréal (Québec) Canada
H3S 1K9

Faites votre chèque à l'ordre de :
People's Voice

Le Rapport Bouchard-Taylor : Un pavé dans la mare identitaire

Par Hugo Pouliot

Le 23 mai dernier la Commission Bouchard-Taylor a finalement publié son long rapport sur la question des « accommodements raisonnables ». Des fuites avaient déjà été rapportées par le quotidien anglophone montréalais *The Gazette* à l'effet que le rapport critiquait la majorité francophone du Québec pour son manque d'ouverture envers les immigrant-es et leurs coutumes. Les deux responsables de la Commission, Gérard Bouchard et Charles Taylor, s'en sont bien défendus et ont nié toute volonté de leur part d'accuser les Québécois-es dit « de souche » d'être les seuls responsables de la crise autour des fameux « accommodements raisonnables ». Néanmoins il n'en fallait pas plus pour déclencher l'ire d'une bonne partie du mouvement indépendantiste québécois qui y voyait, entre autres choses, une tentative de culpabiliser le peuple québécois pour son malaise identitaire.

Les audiences publiques tenues l'automne dernier à travers le Québec par la Commission Bouchard-Taylor ont en effet révélé l'existence d'une véritable crise identitaire au sein de la population québécoise qui se sent toujours menacée par son statut de minorité francophone dans une Amérique du Nord à

tendance à faire preuve d'étroitesse et de repli sur soi face aux cultures et aux traditions nationales « étrangères » parce qu'il est généralement guidé par la peur de disparaître.

Le sentiment d'insécurité généré par l'oppression nationale historique du peuple québécois a été habilement exploité par des démagogues racistes et ultranationalistes qui y ont vu l'occasion rêvée pour stigmatiser les immigrant-es et faire la promotion d'une certaine « pureté » ethnique et nationale. L'Action Démocratique du Québec, populiste de droite et ultraconservatrice, s'est servie du débat sur les « accommodements raisonnables » pour remonter dans les sondages et gagner une certaine popularité après avoir connu un déclin sérieux.

L'ADQ fait ouvertement la promotion d'un discours nataliste, pour les femmes québécoises francophones bien sûr, et dénonce les quotas d'immigration du gouvernement Charest comme étant trop élevés! Malheureusement l'ADQ a réussi en jouant sur le malaise identitaire des Québécois-es à devenir l'opposition officielle lors des élections du 26 mars 2007, repoussant le PQ à la troisième place.



Dans l'ordre habituel, Gérard Bouchard et Charles Taylor, co-présidents de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles

très forte prédominance anglophone.

Suite à l'enflure médiatique qui a été faite autour de quelques demandes d'« accommodements raisonnables » formulées par des groupes minoritaires ethniques et religieux, ces derniers ont été de plus en plus perçus par un certain nombre de Québécois-es comme une « menace » pour la survie de la culture et de l'identité québécoises. Comme si la présence de femmes musulmanes voilées ou de Sikhs portant le turban pouvait mettre en danger l'existence de la nation québécoise! Ou bien que le fait de permettre à des gens de s'intégrer à la société québécoise tout en conservant leurs coutumes et leurs rites religieux risquait de mener à l'assimilation du peuple québécois! C'est une démonstration éclatante de ce que Lénine appelait la mentalité étriquée de petite nation. Le nationalisme des petites nations a en effet

Il y a eu aussi le code de vie du village d'Hérouxville en Mauricie qui stipulait entre autres choses que la lapidation des femmes était interdite dans cette localité et que les immigrant-es avaient intérêt à se conformer aux « valeurs de la société québécoise qui les accueille si généreusement »! C'était une manière d'associer l'ensemble des musulman-es à des pratiques barbares qui ont cours dans un nombre infime de pays et d'encourager le développement de l'islamophobie qui est très présente en Occident depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Suite aux dernières élections québécoises, le gouvernement libéral minoritaire de Jean Charest a décidé de mettre sur pied la Commission Bouchard-Taylor sur les « accommodements raisonnables ».

Les audiences de cette commission furent marquées par des interventions racistes et intolérantes contre les minorités ethniques et religieuses injustement accusées d'abuser de notre soi-disant « trop grande tolérance et mollesse » à leur égard. Il y a eu également des témoignages d'immigrant-es sur les difficultés multiples qui parcourent leur existence au Québec, comme le taux de chômage élevé et la non-reconnaissance des diplômes professionnels « étrangers ». D'ailleurs le rapport Bouchard-Taylor aborde les conditions de vie des immigrant-es et la discrimination qui les confronte quotidiennement dans leur volonté d'améliorer leur sort.

Le problème du racisme qui est présent dans la société québécoise, comme dans toutes les sociétés occidentales, est très clairement démontré et expliqué dans ce rapport et fait voler en éclat les élucubrations des nationalistes radicaux à l'effet que les minorités ethniques et religieuses seraient traitées si généreusement au Québec! De plus, le rapport Bouchard-Taylor parle de crise des perceptions pour décrire le délire identitaire au sujet des « accommodements raisonnables ».

Contrairement à l'opinion largement répandue, il n'y a eu aucune augmentation des accommodements consentis par les autorités publiques pour satisfaire les groupes minoritaires ces dernières années. La thèse d'une société québécoise assiégée par des groupes religieux cherchant à imposer leurs valeurs et leurs traditions à la majorité est donc fautive de bout en bout. C'était essentiellement des faits divers, comme les vitres givrées du YMCA d'Outremont ou la fameuse histoire de la cabane à sucre de Mont St-Grégoire, qui ont été montés en épingle par les médias bourgeois dans le but de susciter le scandale et la haine entre les Québécois-es d'origine canadienne française souvent qualifiés de « souche » et les autres, les Québécois d'autre origine, les autochtones et les immigrant-es.

Nous pourrions même rajouter que toute cette crise fait partie de la tactique classique de la bourgeoisie de diviser la classe ouvrière pour mieux régner. En divisant ainsi les travailleurs et les travailleuses selon des lignes ethniques et religieuses, la classe dirigeante capitaliste est en meilleure position pour lancer ses attaques contre nos droits sociaux et nos conditions de vie et de travail et pour affaiblir tout mouvement unifié de riposte.

Tel que mentionné plus haut, une bonne partie du mouvement indépendantiste québécois a réagi très négativement au rapport Bouchard-Taylor. Jacques Parizeau a déclaré qu'il était bon pour la poubelle et que c'était normal que les immigrant-es aient un taux élevé de chômage durant les premières années de leur vie au Québec et qu'on ne pouvait rien

faire contre ça! Il en a profité pour dénoncer vivement l'intention du gouvernement Charest de hausser le seuil annuel d'immigration du Québec de 40000 à 55000 au cours des prochaines années. On reconnaît bien là le Jacques Parizeau du 30 octobre 1995 avec sa célèbre déclaration sur les « votes ethniques »!

De son côté, Bernard Landry a accusé les deux commissaires de vouloir culpabiliser les Québécois-es francophones et de faire preuve d'un supposé manque de courage en refusant d'interdire le port des signes religieux par les enseignant-es.

L'actuelle cheffe du PQ, Pauline Marois, a déclaré que le rapport faisait fi du malaise identitaire ressenti par nombre de Québécois-es, ce qui est complètement faux. Il est bon de rappeler ici que le PQ a déposé l'automne dernier un projet de loi sur la citoyenneté et l'identité québécoises qui préconise de retirer le droit d'éligibilité aux immigrant-es ne maîtrisant pas le français. Un bel exemple de nationalisme étroit et réactionnaire.

Le Parti Indépendantiste, créé à l'automne 2007 à cause de la volonté du PQ de mettre plus ou moins en veilleuse le projet souverainiste, a déclaré que le rapport Bouchard-Taylor est insultant pour le peuple québécois et que c'est aux immigrant-es de faire l'effort de s'intégrer à la société qui les accueille. Le PI n'hésite pas à afficher ouvertement ses tendances ultranationalistes et xénophobes et à décrire l'immigration « intensive et forcée » comme un danger pour la nation québécoise. Pas étonnant que l'ancien député bloquiste Ghislain Lebel, célèbre pour son racisme anti-autochtone, ait adhéré à ce parti!

Il faut par contre mentionner que Québec Solidaire, qui a une position en faveur de la souveraineté du Québec, a réagi favorablement au rapport Bouchard-Taylor, ce qui est une excellente chose. Les deux chefs du parti, Amir Khadir et Françoise David ont souligné la sagesse et l'ouverture d'esprit du rapport. Ils ont appuyé la proposition de permettre aux enseignant-es de porter le foulard islamique, ce qui a provoqué l'ire de certains éléments nationalistes de QS. Ils ont également salué les propositions pour faciliter l'amélioration du sort des immigrant-es.

Cet appui de QS pour le rapport Bouchard-Taylor a placé le groupe révisionniste trotskisant et ultranationaliste d'André Parizeau, qui prétend frauduleusement être le PCQ, dans une bien mauvaise posture. Il faut rappeler que Parizeau n'avait pas hésité à se joindre l'année dernière à la campagne hystérique contre le droit de vote des femmes musulmanes portant le niqab ou voile complet.

(suite à la page 9)

Toute personne assez bonne pour travailler est assez bonne pour rester au pays!

Déclaration du Parti communiste du Canada :

- Non au projet de loi C-50!
- Non à ce projet de loi anti-ouvrier, anti-démocratique et inhumain!
- Votez pour défaire les conservateurs de Harper!
- Non aux attaques des conservateurs contre les droits des immigrants/antes!
- Votez pour défaire les conservateurs de Harper!

Le gouvernement Harper propose l'adoption d'une série de changements dangereux et réactionnaires au système d'immigration du Canada. Entre autres la ministre de l'Immigration aurait de nouveaux pouvoirs, étendus et arbitraires, lui permettant d'imposer des quotas, de rejeter des demandes d'immigration et de donner la priorité à certaines demandes plutôt qu'à d'autres. Ces changements réduiraient également les possibilités des Canadiennes/iens de la classe ouvrière de parrainer des membres de leur famille se trouvant à l'étranger pour des motifs d'ordre humanitaire et de compassion.

Ces changements constituent des amendements à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR)*. Ils sont inclus pêle-mêle dans le projet de loi C-50, projet de loi omnibus, que le gouvernement Harper compte faire adopter par le Parlement *bientôt*.

En résumé, les changements proposés par le projet de loi C-50 serviraient les intérêts des employeurs et les grandes entreprises nationales et transnationales en accroissant le gigantesque bassin de main-d'oeuvre constitué par les travailleuses/eurs étrangères/ers et en éliminant certaines protections des lois du travail pour une plus grande partie de la classe ouvrière.

Ces changements visent à faire reculer les droits de toutes/tous les autres travailleuses/eurs, forçant ainsi ces dernières/iers à concurrencer avec des travailleuses/eurs temporaires étrangères/ers soumis par les lois et les patrons racistes à de bas salaires, à de longues heures et à des conditions effarantes par rapport aux autres travailleuses/eurs.

Ils visent à remplacer l'immigration par le séjour de travailleuses/eurs temporaires, super-exploitées/és et à nuire aux travailleuses/eurs immigrantes/ants ou nées/nés au Canada. Ils visent à créer des divisions racistes.

Ils visent le nivellement vers le bas, une exploitation encore plus intense et plus vaste, de super-profits pour les grandes entreprises et un retour en arrière de 100 ans en ce qui concerne les droits du travail et les droits démocratiques au Canada.

Le projet de loi C-50 est anti-ouvrier, anti-démocratique et inhumain

Les conservateurs de Harper ont essayé de cacher cette monstrueuse attaque en mêlant celle-ci à un projet de loi portant sur le budget car ils savaient que la grande majorité des travailleuses/eurs du Canada rejetteraient tout projet de loi portant uniquement sur la main-d'oeuvre et qui serait tellement anti-démocratique, anti-ouvrière et anti-humaine.

Les conservateurs savent que des audiences publiques sur le projet de loi C-50 révéleraient clairement l'agenda raciste, xénophobe et favorable aux grandes entreprises de ce dernier, et aurait pour conséquence une défaite retentissante aux élections.

Le projet de loi C-50 ne pourrait survivre à un débat public, pas plus que le gouvernement aux révélations politiques qui seraient faites à des audiences publiques. C'est pour cela que le gouvernement a voulu que le projet de loi C-50 soit l'objet d'un vote de confiance. Ils comptent sur les libéraux pour faire adopter le projet de

loi.

Pour que le projet de loi C-50 soit rejeté, il faut que le gouvernement soit l'objet de très fortes pressions de la part de l'opposition publique et parlementaire. Mais si le gouvernement refuse de le rejeter, les partis de l'opposition doivent s'unir afin de voter contre le projet de loi, se tourner vers le peuple et demander la tenue d'élections générales; aucun autre choix n'est acceptable.

Le Parti communiste est uni dans l'action avec le mouvement ouvrier, avec les mouvements démocratiques et avec toutes/tous les immigrantes/ants avec ou sans statut, pour défaire cet odieux projet de loi et ce gouvernement réactionnaire et raciste.

Le Canada a besoin d'un nouveau gouvernement et de nouvelles politiques qui mettent le peuple avant les profits. Une coalition populaire vaste, unissant des forces ouvrières, progressistes et démocratiques ayant pour base un programme populaire pour le Canada pourrait défaire l'agenda néo-libéral des grandes entreprises et ouvrir la porte à des changements sociaux fondamentaux.

Telles sont les mesures nécessaires pour assurer que l'agenda d'extrême droite et réactionnaire que promeuvent les conservateurs et les autres partis des grandes entreprises se trouvant au Parlement soit, de façon permanente, ralentie et bloquée.

Le rejet du projet de loi C-50 et la défaite des conservateurs aux élections générales constituent une partie importante des luttes que nous devons

mener aujourd'hui.

Le Parti communiste du Canada lance un appel exigeant :

- Le rejet du projet de loi C-50;
- Des audiences publiques portant sur tous les projets de loi sur l'immigration et sur les réfugiées/iés;
- L'engagement de nouveaux employés/és pour mettre fin à l'arriéré de 925 000 demandes, dont certaines remontent à 7 ans;
- L'expansion de l'immigration dans toutes les catégories, y compris des demandes de réunification de la famille et des demandes de réfugiées/iés; l'élimination de règlements racistes et discriminatoires; et la réduction des tarifs;
- L'octroi à toutes/tous les travailleuses/eurs, indépendamment de leur statut, des protections prévues par l'Organisation internationale du travail (OIT) et par la Charte canadienne des droits et libertés, ainsi que l'application des lois du travail fédérales et provinciales à toutes/tous les travailleuses/eurs également, indépendamment de leur statut;
- La poursuite judiciaire des employeurs qui violent ces lois;
- La possibilité aux résidentes/ants sans statuts d'obtenir le statut canadien; la fin des déportations; l'élimination des certificats de sécurité et la restauration de l'habeas corpus;
- La reconnaissance des compétences et des titres des spécialistes et des travailleurs qualifiés/iés formés/és dans les autres pays;

Participez à la lutte contre le projet de loi C-50! Écrivez ou téléphonez au député/e de votre circonscription; passez une résolution contre le projet de loi C-50 au sein de votre syndicat ou de votre organisation; faites connaître cette question à vos voisins, à vos confrères de travail, à vos connaissances au sujet de cette question. *Commencez à agir aujourd'hui!*

**Oui aux besoins du peuple!
Non à la rapacité des grandes entreprises!■**

LE RAPPORT BOUCHARD-TAYLOR

(suite de la page 8)

Il avait alors dénoncé vivement notre position qui s'opposait à cette croisade raciste en se portant à la défense des lois québécoises supposément menacées par la soi-disant mollesse d'Élections Canada. Les parizionnistes veulent à tout prix être à la remorque des éléments les plus radicaux du mouvement indépendantiste québécois, n'hésitant pas à participer à une manifestation organisée par les Jeunes Patriotes du Québec ultranationalistes le 19 mai dernier. Ils ont alors diffusé un tract reprochant à bon nombre d'immigrant-es leur « *refus* » de s'intégrer à la société québécoise en choisissant l'anglais, ce qui selon leurs propres mots « *a pour conséquence, à moyen et à long terme, de réduire le poids démographique et démocratique des francophones* »! On croirait entendre la Société St-Jean-Baptiste de Montréal!

Mais comme le faux PCQ ne veut pas se couper de Québec Soli-

daire, ils ont commencé par appuyer la position des deux chefs en faveur du rapport BT, ce qui allait à l'encontre de ce qu'ils avaient précédemment dit sur la question des accommodements raisonnables, et suite à une réunion de leur Comité central ils ont commencé à émettre des doutes sur le bien-fondé de permettre le port du foulard islamique dans le milieu de l'éducation et de la fonction publique en général. Certains de leurs membres ont insisté sur la nécessité de défendre les « valeurs québécoises » de laïcité et d'égalité hommes-femmes, comme si ces valeurs étaient exclusives au Québec! On voit bien que le nationalisme étroit finit toujours par prendre le dessus chez les parizionnistes et que ces derniers veulent conserver à tout prix leur réputation d'indépendantistes « purs et durs ».

La position du Parti Communiste du Canada, dont le Parti Communiste du Québec (le vrai bien sûr) est la section québécoise, sur cette question des « accommodements rai-

sonnables » est, comme nous l'avons mentionné dans la déclaration publiée dans le numéro 10 de Clarté, de défendre sans condition les droits des immigrant-es et de nous opposer à ce délire identitaire. Nous sommes contre l'interdiction du port des symboles religieux, comme le hidjab ou foulard islamique, car nous croyons que ce genre de mesures vise à semer la haine et la division et risque d'isoler davantage les personnes immigrantes du reste de la société. Nous sommes pour la séparation de l'Église et de l'État et pour une véritable laïcité mais sans pour autant interdire les croyances et pratiques religieuses. Nous ne voulons pas non plus que la laïcité devienne une arme pour propager le racisme et attaquer les droits des immigrant-es.

En tant que marxistes-léninistes, nous prônonons l'égalité complète des langues et des nations partout à travers le Canada, ce qui est loin d'être la réalité présentement, et nous nous opposons à toute mesure discriminatoire contre les droits des

Nous prônonons l'égalité complète des langues et des nations partout à travers le Canada

minorités. Le Parti Communiste du Canada combat à la fois le nationalisme étroit du Québec et le chauvinisme de grande nation du Canada anglais, qui favorisent l'exclusivisme national et ethnique et qui briment les droits des différentes minorités linguistiques et nationales composant le Canada. C'est le seul programme susceptible de créer l'unité de la classe ouvrière partout à travers l'État canadien dans le but de vaincre l'offensive de la classe dirigeante capitaliste contre nos acquis sociaux et pour instaurer un Canada socialiste libre de toute discrimination et exploitation.■

Justice pour les peuples autochtones!

Appuyez les manifestations de protestations du 29 mai!

Déclaration du Comité exécutif central et de la Commission des peuples autochtones du Parti communiste du Canada

Dans le contexte du renforcement des mouvements autochtones de base, l'Assemblée des Premières Nations (APN) a convoqué une deuxième "Journée nationale d'action" annuelle pour le 29 mai. Cet appel de l'APN reflète les justes revendications des nations ayant le statut d'autochtones relativement aux réserves. Cette Journée représente pour nous l'occasion très attendue de soutenir l'appel de l'APN et de soulever un débat plus profond et plus large au sujet de tous les peuples dont le statut d'autochtones est reconnu ou non de ce pays appelé

les autochtones des Amériques intensifient toujours davantage leur résistance en développant leur force et leur unité. Nous saluons les progrès politiques historiques réalisés par la classe ouvrière en Amérique latine, tels que l'élection d'Evo Morales en Bolivie, en grande partie fondée sur les luttes des puissants mouvements indigènes contre l'impérialisme états-unien et ses alliés locaux.

Le Canada n'est pas isolé de ce processus puisque les peuples autochtones de ce pays souffrent du même type d'oppression que ceux du reste de l'hémisphère. L'honteuse réalité est que les taux de chômage et de pauvreté sont beaucoup plus élevés chez les peuples autochtones qu'au sein

faire au moins un geste symbolique vers l'égalité, le premier ministre Stephen Harper a annoncé des plans pour la présentation d'"excuses" pour l'affaire des pensionnats, qui a été un véritable génocide culturel. En fait un plus grand nombre d'enfants autochtones sont aujourd'hui séparés de leurs familles que jamais auparavant, et les meurtres de centaines de femmes autochtones n'ont toujours pas été élucidés et ne sont toujours pas reconnus.

En même temps les conservateurs et les organismes de police sont en train de criminaliser les jeunes autochtones en affirmant, par exemple, que l'opposition aux Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver est dirigée par des "terroristes autochtones". Ce mensonge survient après que l'on ait révélé l'année dernière qu'un manuel des Forces armées canadiennes contient une liste de mouvements de résistance autochtone incluant des groupes soi-disant «terroristes» et considère clairement ceux-ci comme étant des cibles d'attaques militaires. En Ontario, les Six membres de la nation KI (Kitchenuhmaykoosib Inninuwug), et Robert Lovelace, porte-parole des Algonquins Ardoch sont encore en prison pour avoir commis le "crime" de s'opposer à l'exploitation des territoires traditionnels par les grandes entreprises. Les politiques racistes des conservateurs de Harper et des gouvernements provinciaux ouvrent la voie à de nouvelles attaques de la police contre les peuples autochtones et peuvent entraîner de nouveaux incidents tragiques tel que celui d'Ipperwash. Les personnes qui refusent d'accepter l'injustice et l'oppression ne sont pas des "terroristes" ou des "criminels". Les vrais criminels sont les grandes entreprises et les gouvernements qui tirent profit du vol des terres autochtones alors que les familles vivent dans un état désespérant de pauvreté.

La vérité est que l'État canadien a été fondé sur le vol de territoires autochtones. La plupart des terres occupées par le Canada ont tout simplement été volées à la population autochtone pour qu'elles soient utilisées par les colons. Tous les traités signés de nation à nation ont été violés presque immédiatement par les autorités colonisatrices pour empiéter davantage sur les terres autochtones. Bien que ces terres et ces ressources aient été exploitées et aient enrichi les grandes entreprises locales et les transnationales étrangères qui dominent l'économie canadienne, les peuples autochtones continuent de souffrir des taux intolérables de pauvreté, de chômage, d'analphabétisme et de maladie.

Le moment est venu de payer le loyer. Les Premières nations, les Métis et les Inuits exigent que l'on mette fin à des décennies et à des siècles de souffrances et d'humiliations nationales innombrables.

Les revendications territoriales des Six Nations de Caledonia, la lutte des Mohawks de Tyendinaga, la résistance de la nation KI contre l'exploration minière sur leurs territoires traditionnels, le blocus de Grassy Narrows dans le nord-ouest de l'Ontario, les protestations croissantes contre la constructions d'installations liées aux Jeux olympiques sur des territoires autochtones non cédés de la Colombie britannique sont quelques-unes des mises en garde que la violation raciste et criminel des droits autochtones ne seront pas acceptées. Malgré les revers judiciaires, les Métis du Manitoba continuent leur lutte pour renverser la situation quant au vol de leurs terres perpétré au moment de la Confédération.

Le Parti communiste condamne les politiques racistes des conservateurs de Harper et exprime sa pleine solidarité avec la Journée nationale d'action du 29 mai et avec toutes les luttes autochtones menées à travers le Canada. Nous continuerons à faire notre part pour aider à mobiliser la population en vue d'un plein appui à toutes ces actions.

Nous voulons des relations égalitaires et justes entre toutes les nations du Canada. Nous voulons une nouvelle constitution démocratique basée sur l'égalité et sur le partenariat volontaire des peuples autochtones, du Québec et du Canada anglais, qui reconnaisse les droits nationaux des peuples autochtones et ceux du Québec à l'autodétermination, jusqu'à et y compris la sécession. Nous voulons un règlement juste et rapide des revendications territoriales autochtones, y compris celles concernant les ressources naturelles, et, de toute urgence, la mise en oeuvre de mesures pour améliorer les conditions de vie, l'emploi, la santé et le logement des peuples autochtones.

Aucun processus visant la réalisation de ces objectifs ne peut fonctionner sans le plein respect des droits nationaux des nations autochtones, et, en particulier, du droit à l'autodétermination ainsi que des droits issus des traités et des droits constitutionnels.

Nous sommes fiers de la vision de notre Parti pour le Canada. L'intérêt croissant que les peuples autochtones manifestent envers le Parti communiste du Canada est le résultat de nombreuses décennies de lutte pour une égalité nationale authentique et pour atteindre l'objectif d'un Canada socialiste, qui fera en sorte que ces politiques, depuis longtemps désirées, deviennent une réalité. Rien de moins ne peut faire cesser les conséquences tragiques de cinq cents ans d'oppression coloniale raciste. Nous lutterons inlassablement pour ces objectifs jusqu'à ce que ce terrible héritage soit effacé!■



On peut voir sur cette photo la vingtaine de femmes autochtones marchant sur la route 132 traversant la réserve de Listuguj.

"Canada".

La Journée nationale d'action survient à un moment critique de croissance des luttes des peuples autochtones pour défendre leurs territoires traditionnels et mettre fin à la pauvreté et au racisme. Le Parti communiste du Canada demande instamment au mouvement syndical et aux mouvements démocratiques de participer massivement à la Journée nationale d'action et à toutes les luttes des Autochtones. Nous nous engageons à intensifier notre appel en faveur d'une véritable égalité de toutes les nations à l'intérieur du Canada, et du règlement adéquat des justes revendications des peuples autochtones, y compris un règlement rapide des revendications territoriales fondée sur la pleine reconnaissance des droits ancestraux inhérents. Nous exigeons que les peuples autochtones puissent faire appliquer les mesures judiciaires nécessaires pour faire cesser l'exploration des ressources et de tous les autres projets réalisés sur leurs terres traditionnelles en attendant le règlement des réclamations, s'ils le souhaitent.

Plus de 500 ans après le début, par un véritable génocide, de la colonisation impérialiste, les peuples

de n'importe quel autre groupe du Canada. Le taux de suicide des jeunes autochtones est d'environ dix fois supérieur à celui de l'ensemble de la population. 43 % des enfants des Premières Nations ne reçoivent pas de soins dentaires de base. Depuis des années, plus de 100 collectivités autochtones sont placés sous la consigne de faire bouillir l'eau, fait qui ne serait toléré dans aucune autre région. Le taux de surpeuplement des familles autochtones est le double de celui de toutes les autres familles canadiennes. Presque la moitié des foyers autochtones sont contaminés par la moisissure. L'amiante, les pesticides et les résidus miniers constituent un problème particulièrement mortel au sein des communautés autochtones.

Les décennies passent mais ces chiffres effroyables ne changent que rarement. Or le gouvernement Harper, au lieu de prendre des mesures décisives pour améliorer les conditions de vie, est même allé jusqu'à abolir l'aide fiscale limitée accordé par l'Accord de Kelowna et à rejeter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Forcé par l'opinion publique de

Manifestation du 15 mars 08 contre la brutalité policière

Et ce qu'ils avaient à dire ?

Par Marianne Breton Fontaine
En collaboration avec Edwin Mayen

Cette année, la manifestation contre la brutalité policière qui a lieu tous les 15 mars se faisait sous plusieurs thèmes : contre l'impunité des policiers et policières, contre le profilage racial, contre le nettoyage social et la répression politique. Le rendez-vous se faisait en face du métro Berri-UQAM et les participants étaient nombreux, environ 600 personnes. Il y avait alors deux fois plus de policiers et policières que de manifestants et manifestantes. Tout autour de la foule, les journalistes se promenaient. Malheureusement, aucun d'entre eux n'était venu pour poser des questions. Ils et elles étaient à la recherche de sensationnel car tous se doutaient qu'aussitôt que la marche allait commencer, il y aurait une confrontation violente. Mais qu'est-ce que tout ce monde venu manifester avait à dire ?

«Aujourd'hui, nous organisons pour une 12ième année consécutive une manifestation contre la brutalité policière. En fait, cette action a commencé en 1996 suite au tabassage à mort de deux enfants en Suisse. Au Québec et en Suisse, il a été décidé de commémorer cet événement en organisant une manifestation contre la brutalité policière. Mais c'est aussi commémoré au Mexique, en Colombie et dans d'autres pays du monde.»

C'est ce que nous a expliqué Sophie Sénéchal, une militante du **Collectif opposé à la brutalité policière (COBP)**. Dans la foule qui se rassemblait, les gens ne semblaient pas nerveux et chaque personne savait pourquoi elle était présente. Mais du côté des policiers et policières, l'offensive était déjà commencée. Les activistes furent filmés, photographiés et tous bien encerclés. Sous la musique d'un groupe invité pour égayer la marche, l'interview continue :

«Nous dénonçons entre autre le nettoyage social. Ce n'est pas normal qu'à Montréal, les personnes les plus démunies s'accumulent des «bills» judiciaires de 20 ou 30 000\$ à force de vivre dans l'espace public. Nous savons très bien que ces dettes judiciaires ont pour conséquence l'emprisonnement. Ces personnes sont fragilisées et les coûts sociaux ne font qu'augmenter. Actuellement les prisons sont pleines. Nous dénonçons aussi le profilage racial. Ce n'est pas plus nor-

mal de ce faire intercepter à chaque fois qu'on se promène en voiture pour le simple fait d'être noir, ou immigrant, immigrante.

Il y a aussi plusieurs groupes cette année qui ont demandé un moratoire sur l'utilisation du pistolet taser. C'est bien, mais nous considérons nécessaire l'arrêt complet et immédiat de l'utilisation du taser. Nous en avons aussi assez de l'hypocrisie du gouvernement dans ce dossier. Ce qui n'est pas surprenant puisqu'un membre du gouvernement Harper est conseiller de la compagnie Taser International. Nous savons aussi que des policiers du SPVM travaillent pour cette compagnie. Nous comprenons donc très bien où est la collusion.

De plus, nous dénonçons l'impunité policière. Même si nous ne sommes pas pour un système punitif, dans le système où nous vivons, n'importe quel citoyen ou citoyenne qui commet un meurtre ira en prison. Mais dans le cas des policiers et policières, de par leur fraternité, sont constamment protégés. À Montréal, il y a eu 42 personnes tuées en 21 ans par des agents et jamais il n'y a eu d'accusation portée contre eux.»

Ce n'est pas ce genre de discours que les médias de masse rapportent dans les journaux et à la télévision. On décrit les manifestants et manifestantes comme une bande de jeunes énervés se révoltant contre l'autorité, des voyous et des casseurs. Il est vrai que depuis quelques années, cette manifestation ne se termine pas dans la paix. Loin de là. Mais tous les propos et les raisons qui poussent ces centaines de personnes à se réunir dans la rue sont noyées par des images montrées en boucles de vitres cassées et d'altercations entre activistes et agents de la police. Et si la violence existe des deux côtés dans ces manifestations, seuls les méfaits des «agités» qui revendiquent deviendra publique. Les médias se gardent bien de montrer les abus en provenance des forces de l'ordre.

Mais le fond de cette démonstration populaire reste politique. Comme à chaque fois où les gens prennent la rue. Et cette année, les étudiants et étudiantes étaient plus nombreux qu'à l'habitude. La lutte contre le dégel des frais de scolarité était encore

chaude et la répression policière contre ce mouvement avait été et continue d'être immense comme le disait cette militante :

« Durant la dernière année, il y a eu beaucoup de répression politique et policière dans le mouvement étudiant. Entre autre, des arrestations de masse, du poivre de

disparaître pour la saison des festivals. On la cache derrière des barreaux de métal froid. En effet, les itinérants et itinérantes sont la cible des forces de police. La façon de procéder est simple. La police utilise les règlements municipaux pour donner aux itinérants et itinérantes des contraventions à outrance. Un exemple : avoir jeté une cigarette sur le sol vaut une amende de 82\$. Les « tickets » s'accumulant, les victimes de ces abus d'autorité finissent par devoir à la ville des sommes astronomiques.

«Pour vous donner une petite idée, en janvier 2005 on

pour les faire disparaître une bonne partie de l'année. C'est ce que nous dit une des représentantes du groupe STELLA, un groupe de défense des travailleuses du sexe.

Et voilà, le tour est joué. La ville maintenant propre peut laisser place à l'arrivée massive des touristes qui ne seront pas importunés par la vue de la misère...celle qui existe dans toutes les villes du monde capitaliste, aussi riches soient-elles.

Au lieu d'investir dans les organismes communautaires qui pourraient aider ces gens, on préfère augmenter les ef-



Cayenne et des coups de matraque à profusion utilisés contre nous. Nous sommes donc ici pour nous opposer à ça et dire que nous en avons assez de nous faire taper dessus à chaque fois que nous sortons dans la rue.»

Les revendications ne s'arrêtent pas à dénoncer cette répression ouverte qui grandit contre tout mouvement de protestation. Il y a toute une problématique sociale qui est en jeu. La pauvreté n'est jamais belle et à Montréal, le mot d'ordre est de la faire

comptait 600 itinérants qui devaient plus de 3 millions en dette de contravention. Un itinérant peut recevoir parfois jusqu'à 25 « tickets », ce qui vaut beaucoup d'argent. Des montants autour de 6 000\$ et même jusqu'à 20 000\$ par personne même plus quelques fois. Si ces personnes ne peuvent pas payer ces montants, ils doivent aller en prison. Une journée d'emprisonnement équivaut à 15\$ de remboursement. Faites le calcul, c'est beaucoup de temps avant de retrouver sa liberté.» Du moins, en voilà assez

fectifs de la police. Les gouvernements de tous les paliers ont pris la même tangente: la répression. Et toutes personnes qui ne «fit pas dans le décor», soit les itinérants et itinérantes, les travailleuses du sexe, les « squidjis », les jeunes au look rebelle, les immigrants et immigrantes qui s'affichent trop et tous les autres qui peuvent se dire appartenant à une population marginalisée en subissent les conséquences. Répression et discrimination, voilà une bonne façon de décrire la police et ses actions.■

La Ligue de la Jeunesse communiste du Canada

La YCL-LJC est une organisation de jeunes qui militent pour un avenir socialiste. Nous luttons pour la justice sociale et la paix, contre l'exploitation et contre toutes les formes d'oppression, comme le racisme, l'oppression des femmes, ou l'oppression nationale.

Nous sommes l'organisation pour la jeunesse révolutionnaire la plus ancienne du Canada. Formée en 1923, nous avons, au cours de notre histoire, envoyé des brigades en Espagne durant la guerre civile pour soutenir la République et lutté contre le fascisme, nous avons résisté à la guerre froide, et nous avons mobilisé la population sur de nombreuses questions comme la paix, la justice sociale et le désarmement nucléaire. Nous avons toujours soutenu le mouvement étudiant dans ses luttes et ses revendications. Dans les années 1990, la LJC a été dissoute avec la crise du mouvement communiste. Mais il y a quelques années, des jeunes ont voulu la faire renaître et ils ont réussi. En 2005, nous avons participé à la construction d'une délégation canadienne pour le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, un des plus grands festivals de la jeunesse anti-impérialiste du monde, tenue alors au Venezuela. En mars 2007 nous avons eu notre congrès de refondation à Toronto.

Les cellules de la LJC se retrouvent partout à travers le pays, y compris au Québec, et chacune d'entre-elles combattent pour le vrai changement menant au socialisme. Nous publions un journal bilingue, le Rebel Youth, qui met de l'avant les combats de la jeunesse ouvrière.

Site internet : <http://www.ycl-ljc.ca/>
Courriel (français) : quebec@ycl-ljc.ca
Courriel (Anglais) : ycl@ycl-ljc.ca

Joignez-vous au mouvement !
Les jeunes sont le futur, le futur c'est le socialisme !



Joignez-vous au mouvement !
Le Mouvement
Ligue de la jeunesse communiste

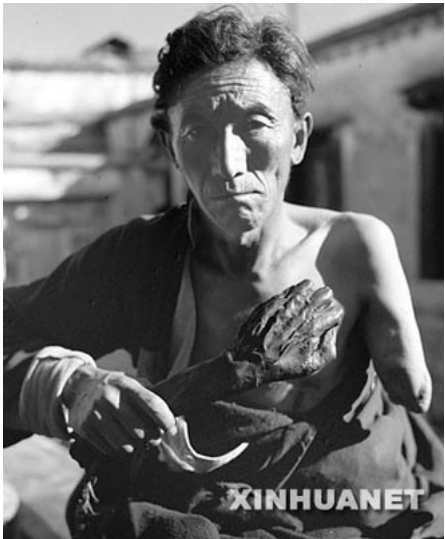
DERRIÈRE LE MYTHE DU TIBET

Traduction d'un article du numéro du 16 au 31 mai 2008 du «*People's Voice*».

(Les Jeux olympiques de Beijing étant susceptibles d'être le prétexte de manifestations d'hostilité envers la Chine à propos de la question tibétaine et risquant d'être fort présentes dans l'actualité, Clarté propose à ses lecteurs intéressés la lecture d'un article fort documenté de Michael Parenti, *Friendly Feudalism : The Tibet Myth*, dont nous reproduisons ici des extraits. Disponible en ligne à <http://www.michaelparenti.org/Tibet.html>. Vous pouvez aussi en lire la traduction sur le blog du PCQ-PCC ; <http://pccpcq.blogspot.com>, 18/03/08)

Mais qu'en était-il du Dalaï-lama et du Tibet qu'il a présidé avant l'intervention chinoise en 1959 ? Il est largement répandu par beaucoup de dévots bouddhistes que l'ancien Tibet était un royaume consacré à la spiritualité, exempt de styles de vie égoïstes, de matérialisme vide et de vices corrupteurs qui infestent la société industrialisée moderne. Les mass media occidentaux, les livres de voyage, les romans et les films Hollywoodiens ont dépeint la théocratie tibétaine comme un véritable Shangri-La (paradis terrestre).

La lecture de l'histoire du Tibet suggère une image quelque peu différente. " Les conflits religieux ont été courants dans le vieux Tibet", écrit un médecin occidental bouddhiste.



La photo ci-dessus montre l'ancien esclave Duozawa, de la préfecture de Xigaze, qui dénonce et accuse le régime esclavagiste dévoreur de l'homme. Il raconte que dans son enfance, le fils du seigneur l'utilise comme cible et tire sur lui avec un pistolet et l'atteint au bras gauche. Estropié et chassé par le seigneur, il a dû mendier partout. Après la réforme démocratique, on l'a envoyé dans un hôpital où les médecins l'ont soigné et ont guéri son bras blessé. Les autorités locales lui ont distribué un lopin de terre, une maison, des bestiaux et des outils de travail, ce qui lui a permis de travailler, de subvenir à ses propres besoins et de passer une vie tranquille et aisée.

«*L'histoire dément l'image de Shangri-La de lamas tibétains et de leurs adeptes qui vivent ensemble dans la tolérance mutuelle et dans la non-violence. En effet, la situation était tout à fait différente. L'ancien Tibet était beaucoup plus comme l'Europe pendant les guerres de religion de la Contre-Réforme.* » ... Cette sinistre histoire reste largement méconnue à l'heure actuelle par les adeptes du bouddhisme tibétain en Occident.

Les religions ont eu un rapport étroit non seulement avec la violence mais aussi avec l'exploitation économique. En effet, c'est souvent l'exploitation économique qui nécessite la violence. Tel était le cas avec la théocratie tibétaine. Jusque 1959, quand le Dalaï-lama a fini de présider le Tibet, la plupart de la terre arable était toujours organisée en domaines seigneuriaux travaillés par des serfs. Même un auteur sympathisant du vieil ordre admet que « *bon nombre de domaines ont appartenu aux monastères et la plupart d'entre eux ont amassé d'immenses richesses.... De plus, certains moines et lamas individuellement ont pu accumuler une grande richesse par la participation active dans le commerce et le prêt d'argent.* »

Le monastère de Drepung était un des plus grands propriétaires terriens dans le monde, avec ses 185 manoirs, 25.000 serfs, 300 grands pâturages et 16.000 bergers. La richesse des monastères est allée aux lamas ayant le grade le plus élevé, beaucoup d'entre eux étant les rejetons de familles aristocratiques. La plupart des moines vivaient modestement et n'avaient pas d'accès direct à la grande richesse. Le Dalaï Lama lui-même « *vivait richement dans les 1000 pièces de l'historique Palais du Potala.* »

...Le vieux Tibet a été faussement représenté par certains de ses admirateurs Occidentaux comme « *une nation qui n'a exigé aucune police parce que ses gens ont volontairement observé les lois du karma.* » En fait, il avait une armée professionnelle, bien que petite, qui a servi comme une gendarmerie en faveur des propriétaires pour maintenir l'ordre et traquer des serfs fugitifs. De jeunes garçons tibétains ont été régulièrement enlevés à leurs familles et emmenés dans les monastères pour être formés comme moines. Une fois là, ils étaient internés à vie. Il était courant que des enfants de paysans soient sexuellement maltraités dans les monastères (ou) conscrit pour toute leurs vies aux fins de servitude perpétuelle comme domestiques, danses et soldats.

Dans le vieux Tibet, il y avait un petit nombre de fermiers qui subsistaient comme une sorte de paysannerie libre, et, peut-être, en plus, 10 000 personnes qui composaient la classe moyenne constituée des familles de marchands, de commerçants et de petits négociants. Des milliers

d'autres étaient des mendiants. Une petite minorité était des esclaves, la plupart du temps des domestiques qui ne possédaient rien. Leur descendance naissait dans l'esclavage.

La plus grande partie de la population rurale était des serfs. Les serfs et d'autres paysans vivaient généralement un peu mieux que les esclaves. Ils n'avaient pas de scolarité ni de soins médicaux. Ils passaient la plupart de leur temps à peiner pour les lamas de haut rang, ou pour une aristocratie foncière séculière. Les serfs étaient dans l'obligation de travailler à vie la terre du seigneur - ou la terre du monastère - sans être payés, de réparer les maisons du seigneur, de transporter sa récolte et de rassembler son bois de chauffage. Ils étaient aussi supposés fournir les animaux de transport et le transport sur demande.

Leurs maîtres leur disaient quelle culture produire et quels animaux élever. Ils ne pouvaient pas se marier sans le consentement de leur seigneur ou lama. Et ils pouvaient facilement être séparé de leur famille s'il plaisait au propriétaire de les envoyer travailler dans un endroit éloigné. Comme dans un système de travail libre et à la différence de l'esclavage, les seigneurs n'avaient aucune responsabilité pour l'entretien du serf et aucun intérêt direct à sa survie en tant que propriété dispendieuse. Les serfs ont dû subvenir à leurs besoins. Pourtant, comme dans un système esclavagiste, ils sont liés à leurs maîtres, garantissant une force de travail stable et permanente qui ne peut ni s'organiser, ni faire grève, ni quitter librement comme le peuvent les travailleurs-euses dans un contexte de marché libre. Les seigneurs avaient le meilleur des deux mondes ...

Que s'est-il passé au Tibet après l'arrivée des communistes chinois en 1951? Le traité de la même année prévoyait l'autonomie apparente sous l'autorité du Dalaï-lama, mais confiait à la Chine le contrôle militaire et le droit exclusif de conduire les relations avec l'étranger. Les Chinois disposaient aussi d'un rôle direct dans l'administration interne « *pour promouvoir des réformes sociales* ». Parmi les premières réformes qu'ils ont appliquées, il y avait la réduction des taux d'intérêt usuraires et la construction de quelques hôpitaux et de routes. D'abord, ils réformèrent lentement, comptant surtout sur la persuasion comme tentative pour effectuer le changement. Aucune propriété aristocratique ou monastique n'a été confisquée, et les seigneurs féodaux continuèrent à régner sur les paysans qui leur étaient héréditairement attachés.

...Ce qui contrariait les seigneurs et lamas tibétains, c'était que ces derniers chinois (l'aristocratie tibétaine avait toujours eu de bonnes relations avec les précédents régimes chinois, NDLR) étaient des communistes. C'était seulement une question de temps, ils en étaient sûrs, avant que les Communistes ne commencent à imposer leurs solutions collectivistes égalitaires au Tibet.

En 1956-57, des bandes armées tibétaines tendirent une embuscade à des convois de l'Armée Populaire de Libération chinoise. Le soulèvement reçut un appui important de la Central Intelligence Agency américaine (C.I.A.), comprenant un entraînement militaire, des camps d'appui au Népal et de nombreux ponts aériens. Pendant ce temps, aux Etats-Unis, la Société américaine pour une Asie libre, un front de la C.I.A., avait énergiquement fait la publicité de la cause de la résistance tibétaine avec le frère aîné du Dalaï-lama, Thubtan Norbu, qui jouât un rôle actif dans ce groupe. Le second frère aîné du Dalaï-lama, Gyalo Thondup, mis sur pied une opération de renseignements avec la C.I.A. en 1951. Il remit ça plus tard dans une unité de guérilla entraînée par la C.I.A. dont les recrues furent parachutées à nouveau au Tibet.

Beaucoup de commandos et d'agents tibétains que la C.I.A. avait déposé dans le pays étaient les chefs de clans aristocratiques ou les fils des chefs. Pour quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux, on n'en entendit jamais plus parler, selon un rapport de la C.I.A. elle-même, signifiant en cela qu'ils avaient probablement étaient capturés ou tués. « *Beaucoup de lamas et de membres séculiers de l'élite et le gros de l'armée tibétaine ont rejoint le soulèvement, mais, en général, la population ne l'a pas fait, ce qui entraîna son échec* », écrit Hugh Deane. Dans leur livre sur le Tibet, Ginsburg et Mathos arrivent à une conclusion semblable : « *Autant qu'il peut être vérifié, la plupart du peuple de Lhasa et de la campagne attenante ne rejoignis pas le combat contre les Chinois, aussi bien quand il commença qu'au cours de son déroulement.* » Finalement, la résistance s'effondra...

**Subscribe to
Peop-le's Voice**

**News for people,
not for profits!**

☐ Subscription for one years :
\$25,00

☐ Subscription for two years :
\$45,00

☐ Low income spécial rate : \$12,00

☐ Outside Canada : \$25,00 Us ou
\$35,00 Cnd for one year

Name :.....

Address :

.....

Postal Code :

Country :

Send to :
People's Voice,
133 Henkimer St., Unit 502
Hamilton, ON, L8P 2H3

Write your cheque for :
People's Voice

Des parlementaires canadiens exigent justice pour les Cinq Héros cubains

Communiqué de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba (TCSQ-C) conjointement avec le Réseau Canadien de solidarité avec Cuba (CNC). Montréal, 7 juillet 08

Sur l'initiative de Francine Lalonde, députée du Bloc Québécois de La Pointe-de-l'Île et porte-parole en matière d'affaires étrangères, 56 députés fédéraux, ont signé une lettre réclamant justice pour les Cinq Cubains emprisonnés aux États-Unis et pour leurs familles. Dans un geste de collaboration avec le Bloc Québécois, Libby Davies, députée du NPD, Vancouver Est, a réuni les signatures des député-e-s de son parti.

La lettre expliquant les cas des Cinq est signée par 40 député-e-s du Bloc Québécois et 16 député-e-s du Nouveau Parti Démocratique. Elle a été transmise, au cours de la semaine du 23 au 27 juin 2008, à l'honorable David Emerson, Ministre des affaires étrangères du Canada avec copie à Monsieur Michael Mukasey, Procureur général des États-Unis, et Monsieur David Wilkins, Ambassadeur des États-Unis au Canada.

La lettre indique que Fernando González Llort, René González Schwevert, Antonio Guerrero Rodríguez, Gerardo Hernández Nordelo et Ramón Labañino Salazar, connus internationalement comme les «Cinq», emprisonnés aux États-Unis depuis plus de 9 ans, ont subi un procès inéquitable et des conditions de détention qui contreviennent à la Constitution étasunienne et au droit international. Cette lettre signée par 56 députés fédéraux s'appuie, entre autres, sur le Groupe de travail des Nations Unies

sur les détentions arbitraires, qui relève de la Commission des droits de l'homme, un groupe de 110 parlementaires britanniques et Amnistie Internationale qui dénoncent les conditions du procès et de l'emprisonnement. La lettre fait aussi mention que ces cinq personnes sont détenues, séparées les unes des autres dans cinq prisons à sécurité maximale et maintenues pendant de longues périodes dans des cellules d'isolement et que deux d'entre elles se sont même vues refuser leur droit aux visites familiales. Elle stipule que, depuis que la Cour d'Appel d'Atlanta a déclaré que les jugements contre les cinq Cubains étaient invalides, rien ne justifie la poursuite de leur emprisonnement ni à ce que perdure cette situation arbitraire extrêmement douloureuse pour les Cinq Cubains et leurs familles.

Le gouvernement cubain avait remis aux autorités étasuniennes en 1998 un rapport volumineux qui démontrait que des actes terroristes se préparaient en sol étasunien par des groupes anti-cubains vivant majoritairement à Miami. Les informations résultaient en grande partie des renseignements recueillis par les Cinq Cubains qui avaient infiltré ces groupes, mais plutôt que d'agir sur ces renseignements, ce sont les Cinq qui ont été arrêtés, le 12 septembre 1998. D'autres parlementaires dans le monde ont dénoncé l'injustice faite aux Cinq et à leurs familles, dont Karel De Gucht, ministre belge des Affaires étrangères, dans une déclaration faite le 30 juin dernier.

Au Québec, en plus de nombreux citoyens ordinaires, des personnalités connues telles que Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, Elsie Lefebvre, ex-députée du Parti Québécois ainsi que 93 personnalités

ont donné leur appui au Cinq. Au Canada, Mme Libby Davies, députée du NPD, Vancouver Est, a réuni les signatures des autres député-e-s de son parti. L'appui aux Cinq des député-e-s du NPD s'ajoute à celui du Congrès du travail du Canada et de la Fédération canadienne des étudiants, entre autres.

Madame Francine Lalonde avait reçu en octobre 2007, dans ses bureaux de circonscription à Pointe-aux-Trembles, Madame Elizabeth Palmeiro, épouse de Ramón Labañino, un des Cinq.

La Table de concertation de solidarité Québec-Cuba (TCSQ-C) et le Réseau canadien de solidarité avec

Cuba (CNC) appuient de tout coeur le Bloc Québécois et le Nouveau Parti Démocratique dans cet appel conjoint pour la justice et nous unissons nos voix à celles de nos députéEs. Nous maintiendrons nos efforts conjoints pour que les Cinq obtiennent justice et pour faire connaître leur cas au Québec et au Canada. Nous collaborerons également avec des organisations des États-Unis et autres parties du globe qui sont reconnues pour leur recherche de la justice.

Nous réclavons justice pour les Cinq et leurs familles!■



Pour avoir monter un dossier ,qui a été remis à l'administration américaine, sur des groupes terroristes cubains à Miami. Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero, Ramon Labaino, Fernandez Gonzalez ont été condamnés . Ils purgent leur peine depuis le 12 septembre 1998, celles-ci sont de 15 de prison à une double perpétuité.



PROGRAMME	
13 h à 17 h :	Kiosque des organisations de solidarité avec Cuba, animation à l'extérieur et à l'intérieur du Chapiteau
18 h à 19 h :	Début de la soirée au Chapiteau
19 h à 19 h 45 :	Ouverture officielle de la Journée
19 h 45 à 23 h :	Programme culturel de folklore québécois, de musique cubaine et de danse
Entrée pour la soirée : 6 \$ Bouchées cubaines ainsi que vin et alcool vendus sur place	

Organisée par la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba, info : (514) 728-7222

37ème Congrès des communistes de Colombie-Britannique

Bureau du «People's Voice» à Vancouver

Traduction du «People's Voice», du 16 au 30 juin 2008

Au cours de la fin de semaine, les 31 mai et 1er juin, les délégués de la région de l'Okanagan, de l'Île de Vancouver et du «Lower Mainland» (région métropolitaine située à l'extrême sud-ouest de la C.-B.) ont participé, à Vancouver, au 37ème Congrès provincial de la Colombie britannique du Parti communiste du Canada. George Gidora, qui occupait le poste de leader du Parti communiste de la Colombie britannique depuis la moitié des années 1990, a été réélu au Comité provincial, qui est composé de 13 membres.

Les débats tenus au cours du Congrès ont porté, en grande partie, sur la détérioration de la situation des travailleuses/eurs de la Colombie-Britannique. Bien que les grands médias bourgeois parlent de "croissance économique" pour la province, la crise économique capitaliste naissante frappe durement la majorité de la population. Les licenciements massifs et les réductions de personnel sont particulièrement nombreux dans

les communautés qui dépendent de la foresterie et la pêche. Selon les chiffres les plus récents, au cours des deux dernières années environ 10 000 emplois ont été perdus dans la foresterie sur la Côte ouest, tendance parallèle à la chute du nombre d'emplois survenue au sein de l'industrie manufacturière et du secteur secondaire en Ontario, au Québec et dans d'autres provinces. Les données statistiques officielles sur l'emploi demeurent assez élevées, mais la plupart des "nouveaux" emplois se caractérisent par des salaires très inférieurs et par des postes à temps partiel ou temporaires.

La hausse vertigineuse des prix des denrées et de l'immobilier a accru le fossé entre riches et pauvres en Colombie-Britannique. De nous jours à Vancouver, alors que les appartements les plus chers construits sur les toits d'immeubles en copropriété (penthouses de condominiums) coûtent plus de 20 millions de dollars, à quelques pâtés de maisons, sur la Rive Est du centre-ville, des milliers de personnes sont sans abri ou ne survivent qu'avec quelques centaines de dollars par mois et doivent se loger dans de minuscules chambres simples infestées de vermine. Les délégués du

Congrès ont critiqué fortement les gouvernements provincial et fédéral de gaspiller des milliards de dollars dans des extravagances tape-à-l'oeil tels que les Jeux olympiques d'hiver de 2010 au lieu de construire des logements sociaux ou d'améliorer l'éducation publique.

Le Congrès a adopté une série de résolutions spéciales, dont plusieurs dénonçaient le gouvernement Campbell pour ses attaques contre les droits démocratiques et pour ses dernières mesures visant à éliminer l'universalité des soins de santé. Une autre résolution a appuyé la campagne menée par le mouvement syndical et le mouvement pour la paix visant à rendre hommage à Kanuko Laskey, survivant du bombardement d'Hiroshima, pour le rôle important qu'il a joué en Colombie-Britannique dans le cadre des campagnes pour le désarmement nucléaire. Les délégués ont également dénoncé le projet de loi C-50 du gouvernement conservateur de Harper comme étant la continuation des politiques racistes et anti-immigrantes qui ont débuté durant le 20^{ième} siècle avec les lois d'exclusion des Asiatiques et l'incident honteux du navire «Komagata Maru» en 1914, au cours duquel des centaines d'immigrants indiens ont été refoulés du port de Vancouver.

Plusieurs membres de la plus nouvelle organisation du Parti commu-

niste, la cellule de la Haute vallée du Fraser, créé en mai et surtout constituée de membres de la communauté sud-asiatique, ont participé au Congrès. Des rapports de délégués ont signalé l'augmentation, en 2008, en Colombie-Britannique, du nombre de demandes d'adhésion au Parti et du nombre d'abonnements au journal «People's Voice» (de 15%).

La principale résolution de principe que le Congrès a adopté appelle la présentation de candidats communistes aux élections provinciales de mai 2009, et la mise en oeuvre commencera bientôt par le choix des candidats et par la finalisation de la plate-forme de la campagne.

Parmi les faits saillants du Congrès il faut souligner une allocution du leader du Parti communiste du Canada, Miguel Figueroa, sur la situation politique internationale et nationale, et un rapport présenté par Nazir Rizvi sur les récents Congrès tenus en Inde par les deux principaux Partis communistes de ce pays, auprès desquels notre camarade représentait le PCC.

Le nouveau Comité provincial de la Colombie-Britannique se réunira le 29 juin pour élire les membres de son exécutif et pour commencer à élaborer des plans détaillés pour le travail du Parti au cours de l'été et de l'automne.■

PLUS QUE JAMAIS MANIFESTONS NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE!

Par Hugo Pouliot

L'année 2008 est marquée par un double anniversaire très dramatique et négatif, soit celui du 60^{ème} de la Nakba (tragédie) palestinienne et celui du 41^{ème} anniversaire de l'occupation par Israël des territoires palestiniens. En 1948 lors de la création de l'État d'Israël, plus de 750 000 Palestiniens furent brutalement expulsés de leurs terres par les milices sionistes qui ont également rasées 450 villages palestiniens. En 1967 suite à la guerre des Six-Jours entre Israël et quelques-uns de ses voisins arabes, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, l'armée israélienne s'est emparée du contrôle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ces deux territoires étaient peuplés de Palestiniens qui tombèrent sous le joug cruel et impitoyable du colonialisme israélien lourdement armé et financé par l'impérialisme américain. Nous pouvons donc affirmer que le peuple palestinien a été victime de deux catastrophes au cours du XX^{ème} siècle, causées par les puissances impérialistes occidentales et leur volonté de domination du Proche-Orient.

Peu de temps après la fin de la guerre des Six-Jours, le gouvernement israélien a mis en oeuvre une politique de colonisation progressive des territoires palestiniens occupés en confisquant les terres des fermiers palestiniens pour les donner à des colons juifs dont une bonne partie sont des fondamentalistes religieux enragés qui considèrent que la Palestine est le berceau du peuple juif et que les Arabes n'ont pas le droit d'y vivre. La résistance des Palestiniens contre cette politique de dépossession et de nettoyage ethnique « en douceur » a été systématiquement réprimée

par l'armée israélienne. En même temps un mouvement de solidarité s'est créé à l'intérieur d'Israël parmi la population arabe mais aussi parmi les Juifs de gauche. Le Parti communiste israélien a été dès le départ au premier plan de la lutte contre l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et pour la création d'un État palestinien viable et souverain avec le droit au retour pour les réfugiés de la guerre de 1948. Le PCI a été le seul parti à la Knesset (parlement israélien) à dénoncer la guerre des Six-Jours comme une politique d'agression contre les pays arabes. Le chef historique du PCI, Meir Vilner, a été poignardé en 1967 par un extrémiste de droite à cause de cette position courageuse (voir cette courte notice biographique de ce grand leader communiste sur le site du *Israeli Communist Forum*, www.icf.org.il/vilneren.htm). L'Union Soviétique et tout le camp socialiste ont également donné un solide appui à la lutte palestinienne en suivant la doctrine de l'internationalisme prolétarien. L'aide des pays socialistes a été très précieuse pour les combattants de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) qui avaient contre eux tous les pays impérialistes alliés à l'État israélien expansionniste et colonialiste. Le soutien donné actuellement par le gouvernement révolutionnaire de Cuba aux Palestiniens n'est sûrement pas étranger au fait qu'Israël est un des seuls pays dans le monde à soutenir le blocus américain contre ce pays socialiste.

En 1987 éclata la première Intifada (soulèvement) contre l'occupation israélienne. C'était une révolte populaire contre des années de représ-

sion intense et de vol systématique de terres par un régime colonisateur. La première Intifada a mis plus que jamais à l'ordre du jour la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Les pays impérialistes occidentaux se devaient de tenir compte de cette lutte et des pourparlers furent entamés avec l'OLP. Malheureusement la chute de l'URSS et des autres régimes socialistes en Europe de l'Est entre 1989 et 1991 a enlevé un appui de taille à la cause palestinienne. En 1993, après une longue négociation débutée deux ans plus tôt, Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, signe une déclaration de principes appelée « les Accords d'Oslo » avec le premier ministre travailliste israélien, Yitzhak Rabin. Cette entente visait à engager un processus de paix qui impliquait notamment la reconnaissance de l'État d'Israël par les Palestiniens et la reconnaissance par Israël d'un gouvernement palestinien autonome sur deux territoires (Gaza et Jéricho). Cependant, d'une part, le contenu de l'accord demeurait vague et ambigu quant à la reconnaissance réelle du droit des Palestiniens à l'autodétermination, et d'autre part, les forces sionistes les plus radicales n'y étaient pas moins farouchement opposées (Rabin fut d'ailleurs assassiné par un sioniste d'extrême-droite qui lui reprochait d'avoir signé ces accords). En fait, Israël, particulièrement après le retour au pouvoir du Likoud, a par la suite poursuivi sans relâche sa politique de colonisation et d'occupation pendant le processus de paix d'Oslo (1993-2000) tout en faisant de vagues promesses pour une « autonomie palestinienne ». La regrettable linguiste israélienne Tanya

Reinhart, disciple de Noam Chomsky, a très bien analysé la période des accords d'Oslo et tous les problèmes que ça impliquait pour les Palestiniens dans son magnifique livre *Détruire la Palestine* publié en français par les Éditions Écosociété. La visite provocatrice du chef du parti de droite Likoud, Ariel Sharon, sur le Mont du Temple à l'automne 2000, alors que les musulmans considéraient ce site comme sacré pour leur religion, a mis le feu aux poudres et a permis le déclenchement de la deuxième Intifada.

Les frustrations des Palestiniens envers le processus de paix d'Oslo ont éclaté au grand jour et ont mis fin à cette tromperie monumentale.

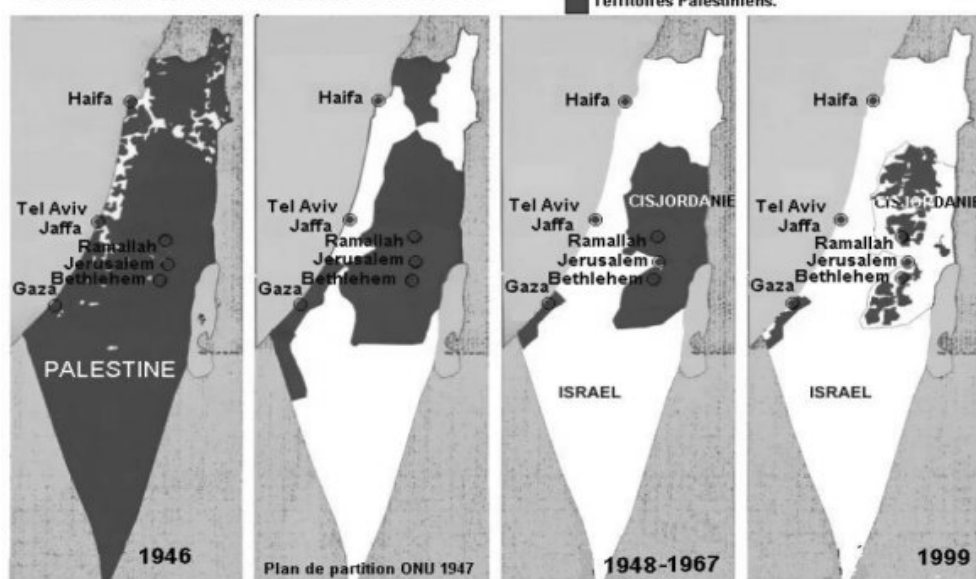
La deuxième Intifada a été marquée par un très fort esprit de résistance de la part du peuple palestinien mais malheureusement aussi par des attentats-suicide dirigés contre des civils israéliens. C'est une tactique condamnable même si nous comprenons très bien le désespoir qui pousse un certain nombre de Palestiniens à commettre ces actes. Les attentats-suicides font le jeu de la droite israélienne représentée par des politiciens réactionnaires comme Ariel Sharon, Benjamin Netanyahu et Ehud Olmert. La classe ouvrière israélienne, qui doit jouer un rôle crucial dans la lutte contre l'occupation, est poussée dans les bras de sa classe dirigeante belliqueuse. Néanmoins il est important de mentionner que la lutte de libération nationale du peuple palestinien est loin de se résumer aux attentats-suicide comme le laisse croire trop souvent les médias bourgeois occidentaux. Il y a une lutte populaire importante en Cisjordanie contre le Mur de l'Apartheid, érigé soi-disant pour des raisons de sécurité mais en réalité pour annexer des terres palestiniennes à Israël, avec des manifestations régulières qui sont constamment et violemment réprimées par l'armée israélienne. Les communistes palestiniens du Parti du Peuple palestinien appuyés par les communistes israéliens jouent un rôle important dans ce mouvement de résistance populaire et anticolonialiste qui ne fait pas beaucoup parler de lui dans nos médias monopolisés mais qui est quand même très présent sur le terrain. En 2004 la Cour Internationale de Justice a publié un avis dénonçant le

Mur de l'Apartheid que le gouvernement israélien a ignoré et que le gouvernement canadien, alors dirigé par les Libéraux de Paul Martin, a dénoncé pour son soi-disant parti pris contre Israël. La poursuite de la construction de ce Mur, à l'intérieur de la Cisjordanie et non sur la ligne verte qui sépare Israël des territoires palestiniens, nuit terriblement à la vie quotidienne des Palestiniens qui se trouvent bien souvent coupés de leurs terres et de leurs emplois.

Un des enjeux les plus importants pour la lutte de libération nationale palestinienne est la question des ressources en eau de la Cisjordanie, qui sont entièrement contrôlées par Israël au bénéfice des colons et des besoins de l'État israélien. C'est ce qui explique pourquoi l'État sioniste veut garder le contrôle de la vallée du Jourdain après la création d'un État palestinien. L'eau est une des ressources les plus précieuses du Proche-Orient avec le pétrole. Il y a un véritable système d'apartheid qui a été mis en place par le gouvernement israélien concernant l'utilisation de l'eau, par exemple les colons juifs ont le droit de consommer au moins cinq fois plus d'eau que les Palestiniens et ces derniers doivent obtenir l'autorisation des occupants israéliens pour creuser des puits d'eau, ce qui leur est systématiquement refusé. Pendant ce temps-là les colons peuvent arroser à volonté leurs terrains et leurs vergers et remplir leurs piscines alors que les Palestiniens sont condamnés au rationnement le plus strict. Un autre exemple qui démontre la perversité et la rapacité extrêmes du colonialisme israélien.

À l'été 2005 le gouvernement israélien s'est retiré de la Bande de Gaza et a déplacé ses colons qui y étaient installés au cours d'un évènement hautement médiatisé en Occident. Par contre on a peu ou pas mentionné que ce « retrait » avait pour but de renforcer l'occupation de la Cisjordanie en y démenageant un certain nombre de colons originaires de Gaza. De plus la Bande de Gaza est depuis de nombreuses années une véritable prison à ciel ouvert dont les entrées et sorties sont rigoureusement contrôlées par Israël et cette situation n'a pas changé d'un iota depuis le soi-disant retrait israélien de

L'évolution de la Palestine de 1946 à 1999



l'été 2005. Les bombardements israéliens ne cessent de se succéder depuis ce temps prenant pour prétexte les tirs de roquettes de certains groupes armés palestiniens et le nombre de civils palestiniens tués lors de ces opérations ne cessent de s'alourdir, dépassant de loin le nombre de civils israéliens tués lors des attentats palestiniens. En 2006 l'élection du Hamas (mouvement de résistance islamique) à la tête de l'Autorité Palestinienne, à cause de la corruption de certains dirigeants du Fatah et de la montée du scepticisme parmi les Palestiniens envers la stratégie de concertation avec Israël et les États-Unis pratiquée jusqu'alors par l'AP, a déclenché un mouvement de boycottage du gouvernement palestinien élu par les pays impérialistes occidentaux. Le gouvernement canadien a été un des premiers à cesser toute aide au peuple palestinien par mesure de représailles. Les Conservateurs de Stephen Harper ont ainsi intensifié le dur virage pro-israélien amorcé sous le règne des Libéraux. Quelle que soit notre opinion

du Hamas, de sa stratégie et de son idéologie, il a été démocratiquement élu par les Palestiniens qui sans aucun doute percevaient comme un échec la politique de négociation avec l'occupant israélien et l'impérialisme américain poursuivie par la direction du Fatah. En 2007, le Hamas a pris le contrôle de la Bande de Gaza suite à des affrontements armés avec le Fatah et un blocus inhumain de ce petit bout de territoire a immédiatement été décrété par Israël et ses alliés occidentaux, dont bien sûr l'État impérialiste canadien. Pour la nième fois les souffrances du peuple palestinien ont été amplifiées délibérément par les dirigeants impérialistes dans le but de mettre un terme à son combat pour la liberté et contre l'occupation israélienne.

La solidarité est donc plus que jamais nécessaire avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Nous devons dénoncer la collusion et la collaboration de nos dirigeants capitalistes avec l'État sioniste. Le soutien aveugle et

total que donne le gouvernement conservateur de Stephen Harper à Israël est complètement scandaleux et doit être combattu sans relâche par toute personne éprise de justice, de démocratie et de paix. Il faut appuyer activement les organisations et mouvements palestiniens progressistes et démocratiques dans leur combat pour un État palestinien indépendant et digne de ce nom. En ce moment il y a encore des milliers de prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes, dont le célèbre dirigeant du Fatah Marwan Barghouti qui a été condamné cinq fois à la prison à perpétuité par un tribunal civil israélien. La raison de sa condamnation vient du rôle de premier plan joué par Barghouti dans la résis-

tance palestinienne et aussi de son immense popularité au sein de son peuple. En emprisonnant un tel symbole, l'État sioniste espérait sans aucun doute affaiblir et démoraliser les combattants palestiniens, ce qui n'a heureusement pas réussi. La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) dirigée contre les politiques meurtrières, colonialistes et ségrégationnistes du gouvernement israélien constitue un excellent

moyen de soutenir la cause palestinienne. Il faut également être très lucide et critique envers tous les « processus de paix » qui sont tant vantés par les médias bourgeois occidentaux, que ce soit la Feuille de Route de George Bush ou bien le sommet d'Annapolis tenu en décembre 2007, qui finissent toujours par une impasse et qui n'apportent rien de positif aux Palestiniens toujours aussi durement opprimés. ■



Soldat israélien menaçant une mère palestinienne et ses enfants

Quelle est la cause des crises économiques ? (suite de la p. 5)

le recul de l'exploitation au-dessous d'un niveau donné devant provoquer des troubles, des arrêts de production, des crises et des pertes de capital. Il n'y a rien de contradictoire à ce que cette surproduction de capital (...)

soit accompagnée d'une surpopulation relative plus ou moins considérable. Car, les circonstances qui accroissent la productivité du travail, augmentent les produits, étendent les débouchés, accélèrent l'accumulation comme masse et comme valeur et **font tomber le taux du profit**, sont aussi celles qui provoquent continuellement une surpopulation relative d'ouvriers, que le capital en excès ne peut pas occuper parce que le degré d'exploitation du travail auquel il serait possible de les employer n'est pas assez élevé ou que le taux du profit qu'ils rapporteraient pour une exploitation déterminée est trop bas.

La contradiction qui caractérise le

mode capitaliste de production, réside surtout dans sa tendance à développer d'une manière absolue les forces productives, sans se préoccuper des conditions de production au milieu desquelles se meut et peut se mouvoir le capital.

Mais périodiquement on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconstituées en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production' capitaliste, ou On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donnée la partie de la population qui est capable de travailler. Une trop grande partie des hommes est ame-

née par les circonstances à exploiter le travail d'autrui ou à exécuter des travaux qui ne sont considérés comme tels que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

Mais périodiquement on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconstituées en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production' capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continues. On peut donc dire que si la production de richesses n'est pas

trop abondante, **on produit périodiquement trop de richesses ayant la forme capitaliste** avec les contradictions qui en sont inséparables.

Les faits suivants assignent une limite à la production capitaliste :

En entraînant la baisse continue du taux du profit, le progrès de la productivité du travail donne le jour à une force antagoniste, qui à un moment donné agit à l'encontre du développement de la productivité et ne peut être vaincue que par des crises sans nombre;

L'importance de la production, qu'elle doive être accrue ou restreinte, est déterminée, non par les besoins sociaux, mais par l'appropriation par le capitaliste du travail qu'il ne paye pas et le rapport de ce travail au travail matérialisé, en d'autres termes, par le profit et le rapport du profit au capital engagé; d'où il résulte que la production s'arrête, non lorsque les besoins sont satisfaits, mais lorsque l'impossibilité de réaliser un profit suffisant commande cet arrêt. »■

RÉFLEXIONS DU COMPAÑERO FIDEL

LA FOURMI ET L'ÉLÉPHANT (suite de la page 16)

La dernière guerre mondiale avait aussi engendré les Nations Unies et d'autres organismes internationaux dans lesquels beaucoup de gens virent l'émergence d'une nouvelle conscience sur notre planète. Ils se trompaient.

Le fascisme, dont Hitler en personne baptisa l'instrument : Parti national-socialiste, a ressurgi, plus puissant et plus menaçant que jamais.

L'Empire dépêche et maintient des porte-avions sur toutes les mers du monde pour pouvoir intervenir militairement. Que décide-t-il afin de rivaliser avec Cuba sur notre continent ? Expédier un énorme bateau

converti en hôpital flottant qui passe dix jours dans chaque pays. Cette méthode peut aider assurément un certain nombre de personnes, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle règle les problèmes de chaque pays ; elle ne compense pas non plus le vol de cerceaux ni ne peut former les spécialistes nécessaires pour prêter de vrais services médicaux chaque jour de la semaine et de l'année. Tous les porte-avions réunis, qui sont maintenant des instruments d'intervention militaire sur les divers océans de la Terre, ne pourraient pas, convertis en hôpitaux, prêter les services que les médecins cubains offrent à des millions de personnes aux endroits les plus reculés du monde où des femmes accouchent, des enfants naissent et des malades ont besoin de soins urgents.

Notre pays a prouvé qu'il peut résis-

ter à toutes les pressions et aider d'autres peuples.

Je réfléchissais sur l'ampleur de notre coopération non seulement en Bolivie, mais en Haïti, dans les Caraïbes, dans plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, d'Afrique et même de la lointaine Océanie, à vingt mille kilomètres de distance. Je me souvenais aussi des missions de la brigade Henry Reeve prévue pour de graves catastrophes naturelles, voyageant sur nos propres avions qui transportent des personnels et d'autres ressources.

La possibilité – dont j'avais parlé – d'opérer gratuitement de la vue chaque année un million de Latino-américains et de Caribéens n'est pas loin d'être atteinte. Les États-Unis peuvent-il donc émuler avec Cuba ?

Nous utiliserons les ordinateurs, non pour fabriquer des armes de destruction massive et exterminer des vies, mais pour transmettre des connaissances à d'autres peuples. Du point de vue économique, l'épanouissement par la Révolution des intelligences et des consciences de nos compatriotes nous permet non seulement de coopérer avec les peuples qui en ont le plus besoin sans que cela leur coûte rien, mais encore d'exporter des services spécialisés, dont ceux de santé, vers des pays possédant plus de ressources que nous. Sur ce terrain, les États-Unis ne pourront jamais rivaliser avec Cuba,

Notre petit pays résistera.

Bref, la fourmi peut plus que l'éléphant !■

Clarté

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!

RÉFLEXIONS DU COMPAÑERO FIDEL

LA FOURMI ET L'ÉLÉPHANT

Par Fidel Castro Ruz , Le 18 juin 2008

Après la Table ronde télévisée du 12 juin qui a porté sur la nouvelle édition d'un ouvrage publié en Bolivie voilà quinze ans et préfacé maintenant par moi, et au cours de laquelle on a lu l'introduction rédigée postérieurement par le président Evo Morales et un message de la prestigieuse écrivaine argentine Stella Calloni, qui seront tous deux inclus dans une prochaine édition, on a peur de lasser la patience du lecteur en revenant sur ce thème.

décisifs que l'éducation et la santé sans lesquels la société actuelle est inconcevable.

L'être humain a créé les biens et les services indispensables dès le moment où il a vécu en société, et celle-ci s'est développée depuis les formes les plus élémentaires jusqu'aux plus avancées au long de plusieurs milliers d'années.

L'exploitation de l'homme par

avec lesquels il était en désaccord, élaboré, écrivit et publia finalement en 1859 ses idées sur les rapports de production et d'échange sous le capitalisme dans l'ouvrage intitulé Contribution à la critique de l'économie politique. Il continua de divulguer sa pensée dans le premier tome de l'œuvre maîtresse qui le rendit célèbre, Le Capital, en 1867. Tout le reste de ce gros ouvrage fut publié à partir de ses notes et annotations, par Engels qui partageait ses idées et qui, tel un prophète, divulgua toute son œuvre après sa mort survenue en 1883.

Ce que Marx publia de son vivant constitue l'analyse la plus sérieuse jamais écrite sur la société de classes et sur l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est ainsi que vit le jour le marxisme, fondement des partis et mouvements révolutionnaires qui proclamaient le socialisme comme leur objectif, y compris presque tous les partis sociaux-démocrates qui, quand éclata la Première guerre mondiale, trahirent le mot d'ordre lancé par Marx et Engels dans le Manifeste communiste, publié pour la première fois en 1848 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

L'une des vérités que le grand penseur exprimait d'un manière simple est la suivante : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. [...] Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. [...] Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sens même de la vieille société. »

Je ne pourrais expliquer en d'autres mots ces conceptions que Marx a avancées d'une manière si claire et si précise qu'il suffit d'une explication élémentaire du professeur pour que même un jeune Cubain, par exemple ceux qui sont entrés le samedi 14 juin à l'Union des jeunes communistes, puisse en saisir l'essence.

Sur le développement concret de la

lutte des classes, Marx a écrit Les luttes de classes en France (1848-1850) et Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, deux excellentes analyses historiques qui ravissent n'importe quel lecteur. C'était un vrai génie.

Lénine, profond continuateur de la pensée dialectique et des études de Marx, écrivit deux œuvres fondamentales : L'Etat et la Révolution et L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Il mit vraiment en œuvre, par la Révolution d'Octobre, les idées de Marx, qui furent aussi développées par Mao Tsé-Tung et d'autres leaders révolutionnaires du Tiers-monde. Sans elles, la Révolution cubaine n'aurait pas non plus éclaté dans l'arrière-cour des Etats-Unis.

Si la pensée marxiste s'était bornée à la conception selon laquelle « une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir », le théoricien du capitalisme, Francis Fukuyama aurait eu raison d'affirmer que la disparition de l'URSS marquait la fin de l'histoire et des idéologies et que toute résistance au système de production capitalisme devait cesser.

A l'époque où le créateur du socialisme scientifique exposait ses idées, les forces productives restaient encore à développer pleinement, la technologie n'avait pas encore apporté les armes de destruction massive meurtrières qui sont capables d'exterminer notre espèce, personne encore n'avait conquis l'espace, on ne gaspillait pas sans limites les hydrocarbures et les combustibles fossiles non renouvelables, on ignorait le phénomène des changements climatiques dans une Nature qui semblait s'ouvrir devant l'homme à l'infini, on ne savait rien d'une éventuelle crise mondiale des aliments, maintenant qu'on veut les partager entre d'innombrables moteurs à combustion et une population six fois supérieure au milliard d'habitants peuplant la planète l'année de la naissance de Karl Marx.

L'expérience de Cuba socialiste se déroule alors que la domination impérialiste s'est étendue à toute la Terre.

Quand je parle de conscience, je ne me réfère pas à une volonté capable de changer la réalité, mais, au contraire, à la connaissance de la réalité objective qui détermine la conduite à suivre.

Des dizaines de millions de personnes étaient mortes dans la guerre provoquée au milieu du XXe siècle par le fascisme qui naquit des entrailles antimarxistes du capitalisme développé que Lénine avait prévu.

A Cuba, comme dans d'autres pays du Tiers-monde, la lutte de libération nationale sous la conduite des couches moyennes et de la petite bourgeoisie, et celle que les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière et du paysannat livraient déjà pour le socialisme convergèrent et se renforcèrent mutuellement. Les contradictions idéologiques et de classe affluèrent aussi. Les facteurs objectifs et subjectifs variaient aussi considérablement d'un processus à l'autre.

(suite à la page 15)



Le président de la Bolivie Evo Morales en compagnie de Fidel Castro.

J'ai choisi avec soin les données que j'ai introduites dans mon prologue.

Dans les premières années de la Révolution, on a vu se développer un puissant esprit internationaliste dont les racines remontaient au fort contingent de Cubains qui participa à la lutte antifasciste du peuple espagnol et aux meilleures traditions du mouvement ouvrier mondial.

Nous n'avons pas coutume de divulguer notre coopération avec d'autres peuples, bien qu'on ne puisse empêcher la presse d'en parler parfois. Cette coopération s'ancre dans des sentiments profonds qui n'ont rien à voir avec le goût de la publicité.

Certains se demandent comme un petit pays sans grandes ressources peut réaliser une tâche d'une telle ampleur dans des domaines aussi

l'homme – nous le savons tous ou du moins nous devrions tous le savoir – a été la compagne inséparable de cette évolution.

Les clivages dans la façon de saisir cette réalité ont toujours dépendu de la place que chacun occupe dans la société. Cette exploitation paraissait quelque chose de si naturel que l'immense majorité des gens n'en prit jamais conscience.

C'est alors que le capitalisme était en plein essor en Angleterre, un pays qui marchait à l'avant-garde avec les Etats-Unis et d'autres nations d'Europe dans un monde déjà dominé par le colonialisme et l'expansionnisme, qu'un grand penseur érudit en histoire et philosophie, Karl Marx, partant des idées des philosophes et économistes allemands et anglais les plus prestigieux de son époque, entre autres Hegel, Adam Smith et David Ricardo